

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 10 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1981 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 32

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1126

Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς Παρισίους τὴν 23ην Νοεμβρίου 1972 ὑπογραφείσης Διεθνοῦς Συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῆς Παγκοσμίου Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς κληρονομίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Παρισίους τὴν 23ην Νοεμβρίου 1972 ὑπογραφεῖσα Διεθνὴς Σύμβασις διὰ τὴν προστασίαν τῆς Παγκοσμίου Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς κληρονομίας τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν, ἔχει ὡς ἀκολούθως:

CONVENTION POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

La Conférence générale de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 17 octobre au 21 novembre 1972, en sa dix-septième session,

Constatant que le patrimoine culturel et le patrimoine naturel sont de plus menacés de destruction non seulement par les causes traditionnelles de dégradation mais encore par l' évolution de la vie sociale et économique qui les aggrave par des phénomènes d' altération ou de destruction encore plus redoutables,

Considérant que la dégradation ou la disparition d' un bien patrimoine culturel et naturel constitue un appauvrissement néfaste du patrimoine de tous les peuples du monde,

Considérant que la protection de ce patrimoine à l' échelon national reste souvent incomplète en raison de l' ampleur des moyens qu' elle nécessite et de l' insuffisance des ressources économiques, scientifiques et techniques du pays sur le territoire duquel se trouve le bien à sauvegarder,

Rappelant que l' Acte constitutif de l' Organisation prévoit qu' elle aidera au maintien, à l' avancement et à la diffusion du savoir en veillant à la convervation et protection du patrimoine universel et en recommandant aux peuples intéressés des conventions internationales à cet effet,

Considérant que les conventions, recommandations et résolutions internationales existantes en faveur des biens culturels et naturels démontrent l'importance que présente, pour tous les peuples du monde, la sauvegarde de ces biens uniques et irremplaçables à quelque peuple qu'ils appartiennent.

Considérant que certains bien du patrimoine culturel et naturel présentent un intérêt exceptionnel qui nécessite leur préservation en tant qu' élément du patrimoine mondial de l' humanité tout entière,

Considérant que devant l' ampleur et la gravité des dangers nouveaux qui les menacent il incombe à la collectivité internationale tout entière de participer à la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, par l' octroi d' une assistance collective qui sans se substituer à l'action de l' Etat intéressé la complétera efficacement,

Considérant qu' il est indispensable d' adopter à cet effet de nouvelles dispositions conventionnelles établissant un système efficace de protection collective du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle organise d'une façon permanente et selon des méthodes scientifiques et modernes.

Après avoir décidé lors de sa seizième session que cette question ferait l' objet d' une Convention internationale,

Adopte ce seizième jour de novembre 1972 la présente Convention.

I. DEFINITIONS DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

Article 1

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme «patrimoine» culturel».

les monuments : oeuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d' éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l' histoire, de l' art ou de la science.,

les ensembles : groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l' histoire, de l' art ou de la science,

les sites : oeuvres de l' homme ou oeuvres conjuguées de l' homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.

Article 2

Aux fins de la présente Convention sont considerés comme «patrimoine naturel» :

les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique,

les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l' habitat d' espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,

les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle.

Article 3

Il appartient à chaque Etat partie à la présente Convention d' identifier et de délimiter les différents biens situés sur son territoire et visés aux articles 1 et 2 ci-dessus.

II. PROTECTION NATIONALE ET PROTECTION INTERNATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

Article 4

Chacun des Etats parties à la présente Convention reconnaît que l' obligation d' assurer l' identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 et situé sur son territoire, lui incombe en premier chef. Il s' efforce d' agir à cet effet tant par son propre effort au maximum de ses ressources disponibles que, le cas échéant, au moyen de l' assistance et de la coopération internationales dont il pourra bénéficier, notamment aux plans financier, artistique et technique.

Article 5

Afin d' assurer une protection et une conservation aussi efficaces et une mise en valeur aussi active que possible du patrimoine culturel et naturel situé sur leur territoire et dans les conditions appropriées à chaque pays, les Etats parties à la présente Convention s' efforceront dans la mesure du possible :

(a) d' adopter une politique générale visant à assigner une fonction au patrimoine culturel et naturel dans la vie collective, et à intégrer la protection de ce patrimoine dans les programmes des planification générale ;

(b) d' instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n' existent pas, un ou plusieurs services de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel, dotés d' un personnel approprié, et disposant des moyens lui permettant d' accomplir les tâches qui lui incombent;

(c) de développer les études et les recherches scientifiques et techniques et perfectionner les méthodes d' intervention qui permettent à un Etat de faire face aux dangers qui menacent son patrimoine culturel ou naturel ;

(d) de prendre les mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières adéquates pour l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation de ce patrimoine; et

(e) de favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel et d' encourager la recherche scientifique dans ce domaine.

Article 6

1. En respectant pleinement la souveraineté des Etats sur le territoire desquels est situé le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2, et sans préjudice des droits réels prévue par la législation nationale sur ledit patrimoine, les Etats parties à la présente convention reconnaissent qu'il constitue un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale tout entière a le devoir de coopérer.

2. Les Etats parties s'engagent en conséquence, et conformément aux dispositions de la présente convention, à apporter leur concours à l'identification, à la protection, à la conservation et à la mise en valeur du partimoine culturel et naturel visé aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 si l'Etat sur le territoire duquel il est situé le demande.

3. Chacun des Etats parties à la présente convention s'engage à ne prendre délibérément aucune mesure susceptible d'endommager directement ou indirectement le partimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 qui est situé sur le territoire d'autres Etats parties à cette convention.

Article 7

Aux fins de la présente convention, il faut entendre par protection internationale du partimoine mondial culturel et naturel la mise en place d'un système de coopération et d'assistance internationales visant à seconder les Etats parties à la convention dans les efforts qu'ils déploient pour préserver et identifier ce patrimoine.

III. COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

Article 8

1. Il est institué auprès de l'Organisation des Nation Unies pour l'éducation, la science et la culture, un Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle dénommé «le Comité du patrimoine mondial». Il est composé de 15 Etats parties à la convention, élus par les Etats parties à la convention réunis en assemblée générale au cours de sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Le nombre des Etats membres du Comité sera porté à 21 à compter de la session ordinaire de la Conférence générale qui suivra l'entrée en vigueur de la présente convention pour au moins 40 Etats.

2. L'élection des membres du Comité doit assurer une représentation équitable des différentes régions et cultures du monde.

3. Assistent aux séances du Commité avec voix consultative un représentant du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), un représentant du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et un représentant de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), auxquels peuvent s'ajouter, à la demande des Etats parties réunis en assemblée générale au cours des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, des représentants d'autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales ayant des objectifs similaires.

Article 9

1. Les Etats membres du Comité du patrimoine mondial exercent leur mandat depuis la fin de la session ordinaire de la Conférence générale au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'à la fin de sa troisième session ordinaire subséquente.
2. Toutefois, le mandat d'un tiers des membres désignés lors de la première élection se terminera à la fin de la première session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus et le mandat d'un second tiers des membres désignés en même temps, se terminera à la fin de la deuxième session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus, Les noms de ces membres seront tirés au sort par le Président de la Conférence générale après la premiére élection.

3. Les Etats membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans le domaine du patrimoine culturel ou du patrimoine naturel.

Atricle 10

1. Le Comité du patrimoine mondial adopte son règlement intérieur.
2. Le Comité peut à tout moment inviter à ses réunions des organismes publics ou privés, ainsi que des personnes privées, pour les consulter sur des questions patriculières.
3. Le Comité peut créer les organes consultatifs qu'il estime nécessaires à l'execution de sa tâche.

Article 11

1. Chacun des Etats parties à la présente convention soumet, dans toute la mesure du possible, au Comité du patrimoine mondial un inventaire des biens du patrimoine culturel et naturel situés sur son territoire et susceptibles d'être inscrits sur la liste prévue au paragraphe 2 du présent article. Cet inventaire, qui n'est pas considéré comme exhaustif, doit comporter une documentation sur le lieu des biens en question et sur l'intérêt qu'ils présentent.
2. Sur la base des inventaires soumis par les Etats en exécution du paragraphe 1 ci-dessus, le Comité établit, met à jour et diffuse, sous le nom de «liste du patrimoine mondial», une liste des biens du patrimoine culturel et du patrimoine naturel, tels qu'ils sont définis aux articles 1 et 2 de la présente convention, qu'il considère comme ayant une valeur universelle exceptionelle en application des critères qu'il aura établis. Une mise à jour de la liste doit être diffusée au moins tous les deux ans.
3. L'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial ne peut se faire qu'avec le consentement de l'Etat intéressé. L'inscription d'un bien situé sur un territoire faisant l'objet de revendication de souveraineté ou de juridiction de la part de plusieurs Etats ne préjuge en rien les droits des parties au différend.

4. Le Comité établit, met à jour et diffuse, chaque fois que les circonstances l'exigent, sous le nom de «liste du patrimoine mondial en péril», une liste des biens figurant sur la liste du patrimoine mondial pour la sauvegarde desquels des grands travaux sont nécessaires et pour lesquels une assistance a été demandée aux termes de la présente convention. Cette liste contient une estimation du coût des opérations. Ne peuvent figurer sur cette liste que des biens du patrimoine culturel et naturel qui sont menacés de dangers graves et précis, tels que menace de disparition due à une dégradation accélérée, projets de grands travaux publics ou privés, rapide développement urbain et touristique, destruction due à des changements d'utilisation ou de propriété de la terre, altérations profondes dues à une cause inconnue. abandon pour des raisons quelconques, conflit armé venant ou menaçant d'éclater, calamités et cataclysmes, grands incendies, séismes, glissements de terrain, éruptions volcaniques, modification du niveau des eaux, inondations, raz de marée. Le Comité peut, à tout moment, en cas d'urgence, procéder à une nouvelle inscription sur la liste du patrimoine mondial en péril et donner à cette inscription une diffusion immédiate.

5. Le Comité définit les critères sur la base desquels un bien du patrimoine culturel et naturel peut être inscrit dans l' une ou l' autre des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

6. Avant de refuser une demande d' inscription sur l' une des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article, le Comité consulte l' Etat partie sur le territoire duquel est situé le bien du patrimoine culturel ou naturel dont il s' agit.

7. Le Comité, avec l' accord des Etats intéressés, coordonne et encourage les études et les recherches nécessaires à la constitution des listes visées aux paragraphes 2 and 4 du présent article.

Article 12

Le fait qu' un bien du patrimoine culturel et naturel n' ait pas été inscrit sur l' une ou l' autre des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l' article 11 ne saurait en aucune manière signifier qu' il n' a pas une valeur universelle exceptionnelle à des fins autres que celles résultant de l' inscription sur ces listes.

Article 13

1. Le Comité du patrimoine mondial reçoit et étudie les demandes d' assistance internationale formulées par les Etats parties à la présente Convention en ce qui concerne les biens du patrimoine culturel et naturel situés sur leur territoire, qui figurent ou sont susceptibles de figurer sur les listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l' article 11. Ces demandes peuvent avoir pour objet la protection, la conservation, la mise en valeur ou la réanimation de ces biens.

2. Les demandes d' assistance internationale en application du paragraphe 1 du présent article peuvent aussi avoir pour objet l' identification de biens du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2, lorsque des recherches préliminaires ont permis d' établir que ces dernières méritaient d' être poursuivies.

3. Le Comité décide de la suite à donner à ces demandes, détermine, le cas écheant, la nature et l' importance de son aide et autorise la conclusion, en son nom, des arrangements nécessaires avec le gouvernement intéressé.

4. Le Comité fixe un ordre de priorité pour ses interventions. Il le fait en tenant compte de l' importance respective des biens à sauvegarder pour le patrimoine mondial culturel et naturcl. de la nécessité d'assurer l' assistance internationale aux biens les plus représentatifs de la nature ou du génie et de l'ahistoir edes peuples du monde et de l' urgence des travaux à entreprendre, de l' importance des ressources des Etats sur le terris toire desquels se trouvent les biens menacés et e- particulier de la mesure dans laquelle ils pourraienn assurer la sauvegarde de ces biens par leurs propret moyens.

5. Le Comité établit, met à jour et diffuse une liste des biens pour lesquels une assistance internationale a été fournie.

6. Le Comité décide de l' utilisation des ressources du Fonds créé aux termes de l' article 15 de la présente Convention. Il recherche les moyens d' en augmenter les ressources et prend toutes mesures utiles à cet effet.

7. Le Comité coopère avec les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, ayant des objectifs similaires à ceux de la présente Convention. Pour la mise en oeuvre de ses programmes et l' exécution de ses projets, le Comité peut faire appel à ces organisations, en particulier au Centre international d' études pour la conservation et la restaurarion des biens culturels (Centre de Rome), au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et à l' Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), ainsi qu' à d' autres organismes publics ou privés et à des personnes privées.

8. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Le quorum est constitué par la majorité des membres du Comité.

Article 14

1. Le Comité du patrimoine mondial est assisté par un secrétariat nommé par le Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture.

2. Le Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, utilisant le plus possible les services du Centre international d' études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et de l' Union internationale pour la conservation de la nature et des ses ressources (UICN), dans les domaines de leurs compétences et de leurs possibilités respectives, prépare la documentation du Comité, l' ordre du jour de ses réunions et assure l' exécution de ses décisions.

IV. FONDS POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

Article 15

1. Il est créé un fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, dénommé «Le Fonds du patrimoine mondial».

2. Le Fonds est constitué en fonds de dépôt, conformément aux dispositions du règlement financier de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture.

3. Les ressources du Fondes sont constituées par :

(a) les contributions obligatoires et les contributions volontaires des Etats parties à la présente convention ;

(b) les versements, dons ou legs que pourront faire :

(i) d' autres Etats,

(ii) l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, les autres organisations du système des Nations Unies, notamment le Programme de développement des Nations Unies et d' autres organisations intergouvernementales,

(iii) des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;

(c) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds ;

(d) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds et

(e) toutes autres ressources autorisées par le règlement qu' élaborera le Comité du patrimoine mondial.

4. Les contributions au Fonds et les autres formes d' assistance fournies au Comiré ne peuvent être affectées qu' aux fins définies par lui. Le Comité peut accepter des contributions ne devant être affectées qu' à un certain programme ou à un projet particulier, à la condition que la mise en oeuvre de ce programme ou l' exécution de ce projet ait été décidée par le Comité. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d' aucune condition politique.

Article 16

1. Sans préjudice de toute contribution volontaire complémentaire, les Etats parties à la présente convention s' engagent à verser régulièrement, tous les deux ans, au Fonds du patrimoine mondial des contributions dont le montant, calculé selon un pourcentage uniforme applicable à tous les Etats, sera décidé par l' assemblée générale des Etats parties à la convention, réunis au cours de sessions de la Conférence générale de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture. Cette décision de l' assemblée générale requiert la majorité des Etats parties présents et votants qui n' ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, la contribution obligatoire des Etats parties â la convention ne pourra dépasser 1 % de sa contribution au budget ordinaire de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture.

2. Toutefois, tout Etat visé à l' article 32 de la présente convention peut, au moment du dépôt de ses instruments de ratification, d' acceptation ou d' adhésion, déclarer qu' il ne sera pas lié par les dispositions du paragraphe (1) du présent article.

3. Un Etat partie à la convention ayant fait la déclaration visée au paragraphe (2) du présent article, peut à tout moment retirer ladite déclaration moyennant notification du Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture. Toutefois, le retrait de la déclaration n' aura d' effet sur la contribution obligatoire due par cet Etat qu' à partir de la date de l' assemblée generale des Etats parties qui suivra.

4. Afin que le Comité soit en mesure de prévoir ses opérations d' une manière efficace, les contributions des Etats parties à la présente convention, ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et ne devraient pas être inferieures aux contributions qu' ils auraient dû verser s' ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5. Tout Etat partie à la convention qui est en retard dans le paiement de sa contribution obligatoire ou volontaire e ce qui concerne l' année en cours et l' année civile qui l' a immédiatement précédée, n' est pas éligible au Comité du patrimoine mondial, cette disposition ne s' appliquant pas lors de la première élection. Le mandat d' un tel Etat qui est déjà membre du Comité prendra fin au moment de toute élection prévue à l' article 8, parragraphe 1, de la présente convention.

Article 17

Les Etats parties à la présente convention envisagent ou favorisent la création de fondations ou d' associations nationales publiques et privées ayant pour but d' encourager les libéralites en faveur de la protection du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la présente Convention.

Article 18

Les Etats parties à la présente Convention prêtent leur concours aux campagnes internationales de collecte qui sont organisées au profit du Fonds du patrimoine mondial sous les auspices de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture. Ils facilitent les collectes faites à ces fins par des organismes mentionnés au paragraphe 3, article 15.

V. CONDITIONS ET MODALITÉS DE L' ASSISTANCE INTERNATIONALE

Article 19

Tout Etat partie à la présente Convention peut demander une assistance internationale en faveur de biens du patrimoine culturel ou naturel de valeur universelle exceptionnelle situes sur son territoire. Il doit joindre à sa demande les éléments d' information et les documents prévus à l' article 21 dont il dispose et dont le Comité a besoin pour prendre sa décision.

Article 20

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de l'alinea (c) de l'article 22, et de l'article 23, l'assistance internationale prévue par la présente Convention ne peut être accordée qu'à des biens du patrimoine culturel et naturel que le Comité du patrimoine mondial a décidé ou décide de faire figurer sur l'une des listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11.

Article 21

1. Le Comité du patrimoine mondial définit la procédure d' examen des demandes d' assistance internationale qu' il est appelé à fournir et précise notamment les éléments qui doivent figurer dans la demande, laquelle doit décrire l' opération envisagée, les travaux nécessaires, une estimation de leur coût, leur urgence et les raisons pour lesquelles les ressources de l' Etat demandeur ne lui permettent pas de faire face à la totalité de la dépense. Les demandes doivent chaque fois que possible, s' appuyer sur l' avis d experts.

2. En raison des travaux qu' il peut y avoir lieu d' entreprendre sans délai, les demandes fondées sur des calamités naturelles ou des catastrophes doivent être examinées d' urgence et en priorité par le Comité, qui doit disposer d' un fonds de réserve servant à de telles éventualités.

3. Avant de prendre une décision, le Comité procède aux études et aux consultations qu' il juge nécessaires.

Article 22

L' assistance accordée par le Comité du patrimoine mondial peut prendre les formes suivantes :

(a) études sur les problèmes artistiques, scientifiques et techniques que posent la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation du patrimoine culturel et naturel, tel qu' il est défini aux paragraphes 2 et 4 de l' article 11 de la présente Convention ;

(b) mise à la disposition d' experts, de techniciens et de main - d' oeuvre qualifiée pour veiller à la bonne exécution du projet approuvé ;

(c) formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l' identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel ;

(d) fourniture de l' équipement que l' Etat intéressé ne possède pas ou n' est pas en mesure d' acquérir ;

(e) prêts à faible intérêt, ou qui pourraient être remboursés à long terme ;

(f) octroi, dans des cas exceptionnels et spécialement motivés, de subventions non remboursables.

Article 23

Le Comité du patrimoine mondial peut également fournir une assistance internationale à des centres nationaux ou régionaux de formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l' identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel.

Article 24

Une assistance internationale très importante ne peut être accordée qu' après une étude scientifique, économique et technique. détaillée. Cette étude doit faire appel aux techniques les plus avancées de protection, de conservation, de mise en valeur et de réanimation du patrimoine culturel et naturel et correspondre aux objectifs de la présente Convention. L' étude doit aussi rechercher les moyens d' employer rationnellement les ressources disponibles dans l' Etat intéressé.

Article 25

Le financement des travaux nécessaires ne doit, en principe, incomber que partiellement à la communauté internationale. La participation de l'Etat qui bénéficie de l' assistance internationale doit constituer une part substantielle des ressources apportées à chaque pragramme ou projet, sauf si ses ressources ne le lui permettent pas.

Article 26

Le Comité du patrimoine mondial et l'Etat bénéficiaire définissent dans l'accord qu'ils concluent les conditions dans lesquelles sera exécuté un programme ou projet pour lequel est fournie une assistance internationale au titre de la présente convention. Il incombe à l'Etat qui reçoit cette assistance internationale de continuer à protéger, conserver et mettre en valeur les biens ainsi sauvegardés, conformément aux conditions définies dans l'accord.

VI. PROGRAMMES EDUCATIFS

Article 27

1. Les Etats parties à la présente Convention s'efforcent par tous les moyens appropriés, notamment par des programmes d'éducation et d'information, de renforcer le respect et l'attachement de leurs peuples au patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la Convention.

2. Ils s'engagent à informer largement le public des menaces qui pèsent sur ce patrimoine et des activités entreprises en application de la présente Convention.

Article 28

Les Etats parties à la présente Convention qui reçoivent une assistance internationale en application de la Convention prennent les mesures nécessaires pour faire connaître l'importance des biens qui ont fait l'objet de cette assistance et le rôle que cette dernière a joué.

VII. RAPPORTS

Article 29

1. Les Etats parties à la présente Convention indiquent dans les rapports qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la Convention, ainsi que l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

2. Ces rapports seront portés à la connaissance du Comité du patrimoine mondial.

3. Le Comité présente un rapport sur ses activités à chacune des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VIII. CLAUSES FINALES

Article 30

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en russe, les cinq textes faisant également foi.

Article 31

1. La présente Convention sera soumise à la ratification des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 32

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culturer.

Article 33

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument der atification, d'acceptation ou d'adhésion mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhession à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre Etat trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

Article 34

Les dispositions ci-après s'appliquent aux Etats parties à la présent Convention ayant un système constitutionnel fédératif ou non unitaire:

(a) en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont la mise en oeuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Etats parties qui ne sont pas des Etats fédératifs;

(b) en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des Etats, pays, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas en vertu du système constitutionnel de la fédération tenus à prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des Etats, pays, provinces ou cantons.

Article 35

1. Chacun des Etats parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la Convention.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prendra effet 12 mois après réception de l'istrument de dénonciation. Elle ne modifiera en rien les obligations financières à assumer par l'Etat dénonciateur jusqu'à la date à laquelle le retrait prendra effet.

Article 36

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 32, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 31 et 32, de même que des dénonciations prévues à l'article 35.

Article 37

1. La présente convention pourra être revisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les Etats qui deviendront parties à la Convention portant révision.

2. Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente Convention et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion, à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision.

Article 38

Confo mément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente convention sera entregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Fait à Paris, ce vingt-troisième jour de novembre 1972, en deux exemplaires authentiques portant la signature du président de la Conférence générale, réunie en sa dix - septième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 31 et 32 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ
ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΝ ΤΗΣ ΠΑΓΚΟΣΜΙΟΥ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΗΣ ΚΑΙ ΦΥΣΙΚΗΣ ΚΛΗΡΟΝΟΜΙΑΣ

Ἡ Γενικὴ Διάσκεψις τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὴν μόρφωσιν, συνελθοῦσα ἐν Παρισίοις ἀπὸ 17ης Ὀκτωβρίου μέχρι 21ης Νοεμβρίου 1972, κατὰ τὴν δεκάτην ἑβδόμην σύνοδόν της,

Διαπιστοῦσα ὅτι ἡ πολιτιστικὴ κληρονομία καὶ ἡ φυσικὴ κληρονομία ἀπειλοῦνται ὁλονὲν περισσότερον μὲ καταστροφὴν ὄχι μόνον ἀπὸ τὰς συνήθεις αἰτίας φθορᾶς ἀλλὰ καὶ ἀπὸ τὴν ἐξέλιξιν τῆς κοινωνικῆς καὶ οἰκονομικῆς ζωῆς, ἡ ὁποία ἐπιδεινώνει τὴν κατάστασιν μὲ φαινόμενα ἀπειλοῦντα ἔτι πλέον με ἀλλοιώσεις καὶ καταστροφάς,

Θεωροῦσα ὅτι ἡ φθορὰ ἢ ἡ ἐξαφάνισις ἀγαθοῦ τινος τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας καθιστᾶ ὀλεθρίως πτωχοτέραν τὴν κληρονομίαν ὅλων τῶν λαῶν τοῦ κόσμου,

Θεωροῦσα ὅτι ἡ προστασία τῆς ἐν λόγῳ κληρονομίας εἰς τὴν ἐθνικὴν βαθμίδα παραμένει συχνὰ ἀτελὴς λόγῳ τῆς πολλαπλότητος τῶν μέσων τὰ ὁποῖα ἀπαιτεῖ καὶ τῆς ἀνεπαρκείας τῶν οἰκονομικῶν, ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν πόρων τῆς χώρας εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ὁποίας εὑρίσκεται τὸ πρὸς διαφύλαξιν ἀγαθόν,

Ὑπομιμνήσκουσα ὅτι ἡ συστατικὴ πρᾶξις τῆς Ὀργανώσεως προβλέπει ὅτι αὕτη θὰ ὑποστηρίξῃ, προαγάγῃ καὶ διαδώσῃ τὴν γνῶσιν, ἐξασφαλίζουσα τὴν συντήρησιν καὶ τὴν προστασίαν τῆς παγκοσμίου κληρονομίας καὶ συνιστῶσα εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους λαοὺς καταλλήλους διεθνεῖς συμβάσεις,

Θεωροῦσα ὅτι αἱ ὑφιστάμεναι διεθνεῖς συμβάσεις, συστάσεις καὶ ἀποφάσεις περὶ τῶν πολιτιστικῶν καὶ φυσικῶν ἀγαθῶν καταδεικνύουν τὴν σημασίαν, δι' ὅλους τοὺς λαοὺς τοῦ κόσμου, τῆς διαφυλάξεως τῶν ἐν λόγῳ μοναδικῶν καὶ ἀναντικαταστάτων ἀγαθῶν εἰς οἱονδήποτε λαὸν καὶ ἂν ταῦτα ἀνήκουν,

Θεωροῦσα ὅτι ὡρισμένα ἀγαθὰ τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας παρουσιάζουν ἐξαιρετικὸν ἐνδιαφέρον ὅπερ καθιστᾷ ἀναγκαίαν τὴν περιφρούρησίν των ὡς στοιχείων τῆς παγκοσμίου κληρονομίας ὁλοκλήρου τῆς ἀνθρωπότητος,

Θεωροῦσα ὅτι ἐνώπιον τῆς πολλαπλότητος καὶ σοβαρότητος τῶν νέων κινδύνων οἱ ὁποῖοι τὰ ἀπειλοῦν, ἡ διεθνὴς κοινότης, ἐν τῷ συνόλῳ της, ὀφείλει νὰ μετάσχῃ εἰς τὴν προστασίαν τῆς παγκοσμίου ἀξίας πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας, διὰ τῆς παροχῆς συλλογικῆς ἀρωγῆς ἡ ὁποία χωρὶς νὰ ὑποκαθιστᾷ τὴν δρᾶσιν τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους θὰ τὴν συμπληρώνῃ ἀποτελεσματικά,

Θεωροῦσα ὅτι εἶναι ἀπαραίτητον νὰ υἱοθετηθοῦν πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν νέαι συμβατικαὶ διατάξεις καθιεροῦσαι ἀποτελεσματικὸν σύστημα συλλογικῆς προστασίας τῆς παγκοσμίου ἀξίας πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας ὀργανούμενον ἐπὶ μονίμου βάσεως καὶ συμφώνως πρὸς τὰς συγχρόνους ἐπιστημονικὰς μεθόδους,

Ἔχουσα ἀποφασίσει κατὰ τὴν δεκάτην ἕκτην σύνοδόν της ὅτι τὸ θέμα αὐτὸ θὰ ἀπετέλει τὸ ἀντικείμενον διεθνοῦς Συμβάσεως.

Υἱοθετεῖ, σήμερον δεκάτην ἕκτην Νοεμβρίου 1972 τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

I. Ὁρισμοὶ τῆς Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς Κληρονομίας.

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως θεωροῦνται ὡς «πολιτιστικὴ κληρονομία»,

μνημεῖα: ἀρχιτεκτονικὰ ἔργα, σημαντικὰ ἔργα γλυπτικῆς καὶ ζωγραφικῆς. ἔργα ἢ κατασκευαὶ ἀρχαιολογικοῦ χαρακτῆρος, ἐπιγραφαί, σπήλαια καὶ σύνολα ἔργων παγκοσμίου ἀξίας ἀπὸ τῆς ἀπόψεως τῆς ἱστορίας, τῆς τέχνης ἢ τῆς ἐπιστήμης,

σύνολα οἰκοδομημάτων: ὁμάδες κτιρίων μεμονωμένων ἢ ἑνοτήτων (οἰκισμῶν) τὰ ὁποῖα, λόγῳ τῆς ἀρχιτεκτονικῆς των,

τῆς ὁμοιογενείας των ἢ τῆς θέσεώς των, ἔχουν παγκόσμιον ἀξίαν ἀπὸ τῆς ἀπόψεως τῆς ἱστορίας, τῆς τέχνης ἢ τῆς ἐπιστήμης.

τοπία: ἔργα τοῦ ἀνθρώπου ἢ συνδυασμὸς ἔργων τοῦ ἀνθρώπου καὶ τῆς φύσεως, καθὼς καὶ ἐκτάσεις περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἀρχαιολογικῶν χώρων αἱ ὁποῖαι ἔχουν παγκόσμιον ἀξίαν ἀπὸ ἀπόψεως ἱστορικῆς, αἰσθητικῆς, ἐθνολογικῆς καὶ ἀνθρωπολογικῆς.

Ἄρθρον 2.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως θεωροῦνται ὡς «φυσικὴ κληρονομία»

φυσικὰ μνημεῖα ἀποτελούμενα ἀπὸ φυσικοὺς ἢ βιολογικοὺς σχηματισμοὺς ἢ ἀπὸ ὁμάδας τοιούτων σχηματισμῶν παγκοσμίου ἀξίας ἀπὸ ἀπόψεως αἰσθητικῆς ἢ ἐπιστημονικῆς,

γεωλογικοὶ καὶ φυσιογραφικοὶ σχηματισμοὶ καὶ ἀκριβῶς καθωρισμέναι ἐκτάσεις ἀποτελοῦσαι τὴν κατοικίαν ἀπειλουμένων ζωικῶν καὶ φυτικῶν εἰδῶν, παγκοσμίου ἀξίας ἀπὸ ἀπόψεως ἐπιστήμης ἢ ἀνάγκης διατηρήσεως,

φυσικὰ τοπία ἢ ἀκριβῶς καθωρισμέναι φυσικαὶ ἐκτάσεις παγκοσμίου ἀξίας ἀπὸ ἀπόψεως ἐπιστήμης, ἀνάγκης διατηρήσεως ἢ φυσικοῦ κάλλους.

Ἄρθρον 3.

Ἕκαστον Κράτος Μέλος τῆς παρούσης Συμβάσεως ὀφείλει νὰ προσδιορίσῃ καὶ ἀπεικονίσῃ τὰ διάφορα ἀγαθὰ τὰ ὁποῖα κεῖνται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του καὶ ἀναφέρονται εἰς τὰ ἀνωτέρω ἄρθρα 1 καὶ 2.

II. Ἐθνικὴ προστασία καὶ διεθνὴς προστασία τῆς Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς Κληρονομίας.

Ἄρθρον 4.

Ἕκαστον τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναγνωρίζει ὅτι ἡ ὑποχρέωσις ὅπως πραγματοποιηθῇ ὁ προσδιορισμός, ἡ προστασία, ἡ συντήρησις, ἡ ἀξιοποίησις καὶ ἡ μεταβίβασις εἰς τὰς μελλούσας γενεὰς τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας τῆς ἀναφερομένης εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2 καὶ κειμένης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του ἀνήκει εἰς αὐτὸ κατὰ κύριον λόγον. Θὰ κάνῃ ὅ,τι εἶναι δυνατὸν πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, μέχρι τοῦ μεγίστου ὁρίου τῶν διαθεσίμων πόρων του καί, ἐνδεχομένως, μέσῳ οἱασδήποτε διεθνοῦς συνδρομῆς καὶ συνεργασίας, τὰς ὁποίας δύναται νὰ ἐπιτύχῃ, συγκεκριμένως ἐπὶ οἰκονομικοῦ, καλλιτεχνικοῦ, ἐπιστημονικοῦ καὶ τεχνικοῦ πεδίου.

Ἄρθρον 5.

Διὰ νὰ ἐξασφαλισθῇ ἡ κατὰ τὸ δυνατὸν ἀποτελεσματικωτέρα προστασία καὶ συντήρησις καὶ ἡ πλέον δραστηρία ἀξιοποίησις τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας τῆς κειμένης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των καὶ ὑπὸ τὰς καταλλήλους δι' ἑκάστην χώραν συνθήκας, τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ προσπαθήσουν ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ:

α) νὰ υἱοθετήσουν γενικὴν πολιτικὴν ἀποσκοποῦσαν εἰς τὸ νὰ δώσουν εἰς τὴν πολιτιστικὴν καὶ φυσικὴν κληρονομίαν λειτουργικότητά τινα εἰς τὰ πλαίσια τῆς κοινωνικῆς ζωῆς καὶ νὰ ἐντάξουν τὴν προστασίαν τῆς ἐν λόγῳ κληρονομίας εἰς τὰ σχέδια γενικοῦ προγραμματισμοῦ,

β) νὰ ἱδρύσουν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των, ἐφ' ὅσον δὲν ὑφίστανται, μίαν ἢ περισσοτέρας ὑπηρεσίας, διὰ τὴν προστασίαν, συντήρησιν καὶ ἀξιοποίησιν τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας, ἐφωδιασμένας μὲ κατάλληλον προσωπικὸν καὶ διαθετούσας μέσα ἐπιτρέποντα νὰ ἐκπληρώσουν τὰ καθήκοντα τὰ ὁποῖα ἀνατίθενται εἰς αὐτάς,

γ) νὰ ἀναπτύξουν τὰς μελέτας καὶ τὰς ἐπιστημονικὰς καὶ τεχνικὰς ἐρεύνας καὶ νὰ τελειοποιήσουν τὰς μεθόδους παρεμβάσεως αἱ ὁποῖαι ἐπιτρέπουν εἰς ἓν Κράτος νὰ ἀντιμετωπίσῃ τοὺς κινδύνους ποὺ ἀπειλοῦν τὴν πολιτιστικὴν καὶ φυσικὴν του κληρονομίαν.

δ) νὰ λάβουν τὰ κατάλληλα νομικά, ἐπιστημονικά, τεχνικά, διοικητικὰ καὶ οἰκονομικὰ μέτρα διὰ τὸν προσδιορισμόν, προστασίαν, συντήρησιν, ἀξιοποίησιν καὶ ἐπανόρθωσιν τῆς ἐν λόγῳ κληρονομίας καὶ

ε) νὰ διευκολύνουν τὴν δημιουργίαν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν ἐθνικῶν ἢ περιφερειακῶν κέντρων ἐκπαιδεύσεως εἰς τὸ πεδίον τῆς προστασίας, συντηρήσεως καὶ ἀξιοποιήσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας καὶ νὰ ἐνθαρρύνουν τὴν ἐπιστημονικὴν ἔρευναν εἰς τὸ ἐν λόγῳ πεδίον.

Ἄρθρον 6.

1. Παραμενούσης πλήρως σεβαστῆς τῆς κυριαρχίας τῶν Κρατῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ὁποίων κεῖται ἡ πολιτιστικὴ καὶ φυσικὴ κληρονομία ἡ ἀναφερομένη εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2 καὶ ἐπιφυλασσομένων τῶν ἐμπραγμάτων δικαιωμάτων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας ἐπὶ τῆς ρηθείσης κληρονομίας, τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναγνωρίζουν ὅτι αὕτη ἀποτελεῖ παγκόσμιον κληρονομίαν εἰς τὴν προστασίαν τῆς ὁποίας ἅπασα ἡ διεθνὴς κοινότης ἔχει τὸ καθῆκον νὰ συμπράττῃ.

2. Τὰ Κράτη Μέλη ἀναλαμβάνουν συνεπῶς τὴν ὑποχρέωσιν καὶ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως νὰ εἰσφέρουν τὴν συνδρομήν των διὰ τὸν προσδιορισμόν, προστασίαν, συντήρησιν καὶ ἀξιοποίησιν τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας τῆς ἀναφερομένης εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ ἄρθρου 11 ἐὰν τὰ Κράτη ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ὁποίων κεῖται αὕτη τὸ ζητήσουν.

3. Ἕκαστον τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ μὴ λάβῃ ἠθελημένως οἱονδήποτε μέτρον δυνάμενον νὰ παραβλάψῃ ἀμέσως ἢ ἐμμέσως τὴν πολιτιστικὴν καὶ φυσικὴν κληρονομίαν τὴν ἀναφερομένην εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2 τὴν κειμένην ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρων Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 7.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως, διὰ τοῦ ὅρου διεθνὴς προστασία τῆς παγκοσμίου πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας νοεῖται ἡ καθιέρωσις συστήματος διεθνοῦς συμπράξεως καὶ συνδρομῆς μὲ τὰς ὁποίας ἐπιδιώκεται νὰ βοηθηθοῦν τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προσπαθείας ἃς ἀναπτύσσουν διὰ νὰ περιφρουρήσουν καὶ προσδιορίσουν τὴν ἐν λόγῳ κληρονομίαν.

III. Διακυβερνητικὴ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν Προστασίαν τῆς Παγκοσμίου Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς Κληρονομίας.

Ἄρθρον 8.

1. Ἱδρύεται παρὰ τῇ Ὀργανώσει τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν Διακυβερνητικὴ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν Προστασίαν τῆς Παγκοσμίου Ἀξίας Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς Κληρονομίας ἀποκαλουμένη «Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας». Αὕτη ἀπαρτίζεται ἐκ 15 Κρατῶν Μελῶν τῆς Συμβάσεως, ἐκλεγομένων ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Συμβάσεως, συνερχομένων εἰς γενικὴν συνέλευσιν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν τακτικῶν συνόδων τῆς Γενικῆς Διασκέψεως τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Ὁ ἀριθμὸς τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ ἀνέλθῃ εἰς 21 ἀρχῆς γενομένης ἀπὸ τῆς τακτικῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Διασκέψεως ἥτις θὰ ἕπεται τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀπὸ 40 τοὐλάχιστον Κράτη.

2. Ἡ ἐκλογὴ τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς πρέπει νὰ διασφαλίζῃ ἀκριβοδικαίαν ἐκπροσώπησιν τῶν διαφόρων περιοχῶν καὶ πολιτιστικῶν ἀξιῶν τοῦ κόσμου.

3. Παρίστανται εἰς τὰς Συνεδριάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς μὲ συμβουλευτικὴν ψῆφον εἷς ἐκπρόσωπος τοῦ Διεθνοῦς Κέντρου Μελετῶν διὰ τὴν Συντήρησιν καὶ ἀποκατάστασιν τῶν Πολιτιστικῶν Ἀγαθῶν (Κέντρον Ρώμης), εἷς ἐκπρόσωπος τοῦ Διεθνοῦς Συμβουλίου Μνημείων καὶ Τοπίων (ICOMOS) καὶ εἷς ἐκπρόσωπος τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως διὰ τὴν Συντήρησιν τῆς Φύσεως καὶ τῶν Φυσικῶν Πόρων (IUCN), εἰς τοὺς ὁποίους δύνανται νὰ προστεθοῦν, τῇ αἰτήσει τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Συμβάσεως, συνερχομένων εἰς γενικὴν συνέλευσιν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν τακτικῶν συνόδων τῆς Γενικῆς Διασκέψεως τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, ἐκπρόσωποι

ἄλλων διακυβερνητικῶν ἢ μὴ κυβερνητικῶν ὀργανώσεων, ἐχουσῶν παρομοίους ἀντικειμενικοὺς σκοπούς.

Ἄρθρον 9.

1. Ἡ θητεία τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς Παγκοσμίου Κληρονομίας ἄρχεται ἀπὸ τοῦ τέλους τῆς τακτικῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Διασκέψεως, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας ἐξελέγησαν μέχρι τοῦ τέλους τῆς ἑπομένης τρίτης τακτικῆς συνόδου της.

2. Ἐν τούτοις, ἡ θητεία τοῦ ἑνὸς τρίτου τῶν κατὰ τὴν πρώτην ἐκλογὴν ὁρισθέντων μελῶν θὰ τερματισθῇ κατὰ τὸ τέλος τῆς πρώτης τακτικῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Διασκέψεως ἥτις ἕπεται ἐκείνης κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας ἐξελέγησαν καὶ ἡ θητεία ἑνὸς ἐπίσης τρίτου τῶν κατὰ τὸν αὐτὸν χρόνον ὁρισθέντων μελῶν, θὰ τερματισθῇ κατὰ τὸ τέλος τῆς δευτέρας τακτικῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Διασκέψεως ἥτις ἕπεται ἐκείνης κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας ἐξελέγησαν.

Τὰ ὀνόματα τῶν ἐν λόγῳ μελῶν θὰ κληροῦνται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Γενικῆς Διασκέψεως μετὰ τὴν πρώτην ἐκλογήν.

3. Τὰ Κράτη Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπιλέγουν διὰ τὴν ἐκπροσώπησίν των πρόσωπα κατέχοντα τὰ θέματα τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας.

Ἄρθρον 10.

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας ἐγκρίνει τὸν ἐσωτερικόν της κανονισμόν.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ προσκαλέσῃ εἰς τὰς συνεδριάσεις της δημοσίους ἢ ἰδιωτικοὺς ὀργανισμοὺς καθὼς καὶ ἰδιώτας, διὰ νὰ τοὺς συμβουλευθῇ ἐπὶ ὡρισμένων θεμάτων.

3. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἱδρύσῃ τὰ συμβουλευτικὰ ὄργανα τὰ ὁποῖα θεωρεῖ ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τοῦ ἔργου της.

Ἄρθρον 11.

1. Ἕκαστον τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑποβάλλει, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Παγκοσμίου Κληρονομίας ἀπογραφὴν τῶν ἀγαθῶν τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας, τῶν κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του καὶ δεκτικῶν ἐγγραφῆς εἰς τὸν κατάλογον τὸν προβλεπόμενον εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἡ ἀπογραφὴ αὕτη, ἡ ὁποία δὲν θεωρεῖται περιοριστική, πρέπει νὰ συνοδεύεται ἀπὸ ἐπεξηγηματικὰ στοιχεῖα ὡς πρὸς τὸν τόπον τῶν περὶ ὧν πρόκειται ἀγαθῶν καὶ τὸ ἐνδιαφέρον τὸ ὁποῖον παρουσιάζουν.

2. Ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἀπογραφῶν τῶν ὑποβαλλομένων ὑπὸ τῶν Κρατῶν εἰς ἐκτέλεσιν τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 1, ἡ Ἐπιτροπὴ καταρτίζει, ἐνημερώνει καὶ θέτει εἰς κυκλοφορίαν ὑπὸ τὴν ὀνομασίαν «Κατάλογος Παγκοσμίου Κληρονομίας», κατάλογον τῶν ἀγαθῶν τῆς πολιτιστικῆς κληρονομίας καὶ φυσικῆς κληρονομίας, ὡς αὗται καθορίζονται εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰς ὁποίας θεωρεῖ ὡς ἐχούσας παγκόσμιον ἀξίαν συμφώνως πρὸς τὰ κριτήρια τὰ ὁποῖα θὰ ἔχῃ θεσπίσει. Ἐνημερωμένη ἔκδοσις τοῦ καταλόγου θὰ πρέπει νὰ τίθεται εἰς κυκλοφορίαν ἀνὰ διετίαν τοὐλάχιστον.

3. Ἡ ἐγγραφὴ ἀγαθοῦ τινος εἰς τὸν κατάλογον τῆς παγκοσμίου κληρονομίας δὲν θὰ λαμβάνῃ χώραν εἰμὴ μὲ τὴν συγκατάθεσιν τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους. Ἡ ἐγγραφὴ ἀγαθοῦ κειμένου ἐπὶ ἐδάφους τινὸς καὶ συνιστῶντος ἀντικείμενον διεκδικήσεως κυριαρχίας ἢ δικαιοδοσίας ἐκ μέρους περισσοτέρων Κρατῶν κατ' οὐδὲν προδικάζει τὰ δικαιώματα τῶν ἐν διενέξει μελῶν.

4. Ἡ Ἐπιτροπὴ καταρτίζει, ἐνημερώνει καὶ θέτει εἰς κυκλοφορίαν, ὁσάκις αἱ περιστάσεις τὸ ἀπαιτοῦν, ὑπὸ τὴν ὀνομασίαν «Κατάλογος τῆς ἐν Κινδύνῳ Παγκοσμίου Κληρονομίας», κατάλογον τῶν ἀγαθῶν τῶν ἀναγραφομένων εἰς τὸν Κατάλογον Παγκοσμίου Κληρονομίας διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν ὁποίων ἀπαιτοῦνται μεγάλαι προσπάθειαι καὶ διὰ τὰ ὁποῖα ἐζητήθη συνδρομὴ κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ὁ κατάλογος αὐτὸς θὰ περιλαμβάνῃ ἐκτίμησιν τοῦ κόστους τῶν ἐργασιῶν αὐτῶν. Εἰς τὸν κατάλογον δύνανται νὰ περιληφθοῦν μόνον τὰ ἀγαθὰ τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας τὰ ὁποῖα ἀπειλοῦνται ἀπὸ σοβαροὺς καὶ συγκεκριμένους κινδύνους, ὡς εἶναι ἡ ἀπειλὴ ἐξαφανίσεως ὀφειλομένη εἰς ἐπιταχυνομένην φθοράν, σχέδια μεγάλων δημοσίων ἢ ἰδιωτικῶν ἔργων ἢ ταχεῖα πολεοδομικὴ ἢ τουριστικὴ ἀνάπτυξις· καταστροφὴ ὀφειλομένη εἰς μεταβολὰς χρησιμοποιήσεως ἢ κυριότητος τῆς γῆς· ἔκδηλοι ἀλλοιώσεις ὀφειλόμεναι εἰς ἀγνώστους αἰτίας· ἐγκατάλειψις ἐξ οἱωνδήποτε λόγων· ἔνοπλος σύγκρουσις ἀρξαμένη ἤδη ἢ τῆς ὁποίας ἀπειλεῖται ἔναρξις· θεομηνίαι καὶ κατακλυσμοί· μεγάλαι πυρκαϊαί, σεισμοί, κατολισθήσεις ἐδάφους· ἡφαιστειακαὶ ἐκρήξεις· μεταβολαὶ τῆς στάθμης τῶν ὑδάτων, πλημμῦραι καὶ παλιρροιακὰ ῥεύματα. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, εἰς περίπτωσιν ἐπειγούσης ἀνάγκης, νὰ προβῇ εἰς νέαν ἐγγραφὴν εἰς τὸν Κατάλογον τῆς ἐν Κινδύνῳ Παγκοσμίου Κληρονομίας καὶ νὰ δημοσιεύσῃ ἀμέσως τὴν ἐγγραφὴν αὐτήν.

5. Ἡ Ἐπιτροπὴ καθορίζει τὰ κριτήρια βάσει τῶν ὁποίων ἀγαθόν τι τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας, δύναται νὰ ἐγγραφῇ εἰς τὸν ἕνα ἢ τὸν ἄλλον ἐκ τῶν καταλόγων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

6. Πρὶν ἢ ἀπορρίψῃ αἴτησιν ἐγγραφῆς εἰς τὸν ἕνα ἐκ τῶν δύο καταλόγων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ Ἐπιτροπὴ συμβουλεύεται τὸ Κράτος Μέλος εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου κεῖται τὸ περὶ οὗ πρόκειται ἀγαθὸν τῆς πολιτιστικῆς ἢ φυσικῆς κληρονομίας.

7. Ἡ Ἐπιτροπή, ἀπὸ συμφώνου μὲ τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη συντονίζει καὶ ἐνθαρρύνει τὰς ἀναγκαίας μελέτας καὶ ἐρεύνας διὰ τὴν κατάρτισιν τῶν καταλόγων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 12.

Τὸ γεγονὸς ὅτι ἀγαθόν τι τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας δὲν ἐνεγράφη εἰς τὸν ἕνα ἢ τὸν ἄλλον ἐκ τῶν δύο καταλόγων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ ἄρθρου 11 κατ' οὐδένα τρόπον θὰ ἐσήμαινεν ὅτι δὲν ἔχει παγκόσμιον ἀξίαν διὰ σκοποὺς διαφόρους ἐκείνων οἱ ὁποῖοι προκύπτουν ἐκ τῆς ἐγγραφῆς εἰς τοὺς ἐν λόγῳ καταλόγους.

Ἄρθρον 13.

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας λαμβάνει καὶ μελετᾷ τὰς αἰτήσεις διεθνοῦς συνδρομῆς τὰς ὑποβαλλομένας ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἀγαθὰ τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας τὰ εὑρισκόμενα εἰς τὸ ἔδαφός των, τὰ ὁποῖα ἀναγράφονται ἢ εἶναι δεκτικὰ ἐγγραφῆς εἰς τοὺς καταλόγους τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ ἄρθρου 11. Αἱ αἰτήσεις αὗται δύνανται νὰ ἔχουν ὡς ἀντικείμενον τὴν προστασίαν, συντήρησιν, ἀξιοποίησιν ἢ ἐπανόρθωσιν τῶν ἐν λόγῳ ἀγαθῶν.

2. Αἱ αἰτήσεις διεθνοῦς συνδρομῆς κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δύνανται ἐπίσης νὰ ἔχουν ὡς ἀντικείμενον τὸν προσδιορισμὸν ἀγαθῶν τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας ὡς αὕτη ὁρίζεται εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2, ὁσάκις αἱ προκαταρκτικαὶ ἔρευναι κατέδειξαν ὅτι θὰ ἤξιζε νὰ συνεχισθοῦν.

3. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀποφασίζει περὶ τῆς συνεχείας, ἡ ὁποία θὰ δοθῇ εἰς τὰς αἰτήσεις αὐτάς, καθορίζει, ἐνδεχομένως, τὴν φύσιν καὶ τὸ ὕψος τῆς βοηθείας της καὶ ἐγκρίνει τὴν σύναψιν, ἐπ' ὀνόματί της, τῶν ἀπαιτουμένων συμφωνιῶν μετὰ τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως.

4. Ἡ Ἐπιτροπὴ ὁρίζει σειρὰν προτεραιότητος διὰ τὰς παρεμβάσεις της. Πράττει δὲ τοῦτο λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὴν ἀντίστοιχον σπουδαιότητα τῶν πρὸς διαφύλαξιν ἀγαθῶν διὰ τὴν πολιτιστικὴν καὶ φυσικὴν παγκόσμιον κληρονομίαν, τὴν ἀνάγκην ὅπως ἐξασφαλισθῇ ἡ διεθνὴς συνδρομὴ εἰς τὰ πλέον ἀντιπροσωπευτικὰ ἀγαθὰ τῆς φύσεως ἢ τῆς μεγαλοφυΐας καὶ τῆς ἱστορίας τῶν λαῶν τοῦ κόσμου καὶ τὸ ἐπεῖγον τῶν αναληφθησομένων ἐργασιῶν, τὸ μέγεθος τῶν πόρων τῶν Κρατῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ὁποίων εὑρίσκονται τὰ ἀπειλούμενα ἀγαθὰ καὶ εἰδικώτερον τὸ μέτρον καθ' ὃ θὰ ἠδύναντο νὰ ἐξα-

σφαλίσουν τὴν διαφύλαξιν τῶν ἐν λόγῳ ἀγαθῶν διὰ τῶν ἰδίων αὐτῶν μέσων.

5. Ἡ Ἐπιτροπὴ καταρτίζει, ἐνημερώνει καὶ θέτει εἰς κυκλοφορίαν κατάλογον τῶν ἀγαθῶν διὰ τὰ ὁποῖα παρεσχέθη διεθνὴς συνδρομή.

6. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀποφασίζει περὶ τῆς χρησιμοποιήσεως τῶν πόρων τοῦ Ταμείου τοῦ δημιουργουμένου κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἄρθρου 15 τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἀναζητεῖ τὰ μέσα τῆς αὐξήσεως τῶν πόρων του καὶ λαμβάνει οἱαδήποτε κατάλληλα πρὸς τοῦτο μέτρα.

7. Ἡ Ἐπιτροπὴ συμπράττει μὲ τὰς διεθνεῖς καὶ ἐθνικὰς Κυβερνητικὰς καὶ μὴ κυβερνητικὰς Ὀργανώσεις, τὰς ἐχούσας ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς παρομοίους πρὸς τοὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως. Διὰ τὴν ἔναρξιν τῶν προγραμμάτων της καὶ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν σχεδίων της, ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὴν συνδρομὴν τῶν Ὀργανώσεών της, ἰδίως τοῦ Διεθνοῦς Κέντρου Μελετῶν διὰ τὴν Συντήρησιν καὶ τὴν Ἀποκατάστασιν τῶν Πολιτιστικῶν Ἀγαθῶν (Κέντρον Ρώμης), τοῦ Διεθνοῦς Συμβουλίου Μνημείων καὶ Τοπίων (ICOMOS) καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως διὰ τὴν Συντήρησιν τῆς Φύσεως καὶ τῶν πόρων τῆς (IUCN) καθὼς καὶ ἄλλων Ὀργανισμῶν δημοσίων ἢ ἰδιωτικῶν ὡς καὶ ἰδιωτῶν.

8. Αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς λαμβάνονται διὰ τῆς πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων μελῶν. Ἡ ἀπαρτία σχηματίζεται διὰ τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 14.

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας βοηθεῖται ἀπὸ γραμματείαν ὁριζομένην ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

2. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν χρησιμοποιῶν ὅσον τὸ δυνατὸν περισσότερο τὰς ὑπηρεσίας τοῦ Διεθνοῦς Κέντρου Μελετῶν διὰ τὴν Συντήρησιν καὶ τὴν Ἀποκατάστασιν τῶν Πολιτιστικῶν Ἀγαθῶν (Κέντρον Ρώμης), τοῦ Διεθνοῦς Συμβουλίου Μνημείων καὶ Τοπίων (ICOMOS) καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως διὰ τὴν Συντήρησιν τῆς Φύσεως καὶ τῶν Πόρων της (IUCN), εἰς τὰ πεδία τῶν ἀντιστοίχων ἁρμοδιοτήτων των καὶ δυνατοτήτων των, συγκεντρώνει τὰ σχετικὰ ἔγγραφα διὰ τὴν ἐνημέρωσιν τῆς Ἐπιτροπῆς, προετοιμάζει τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῶν συνεδριάσεών της καὶ ἐξασφαλίζει τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεών της.

IV. Ταμεῖον διὰ τὴν Προστασίαν τῆς Παγκοσμίου Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς Κληρονομίας.

Ἄρθρον 15.

1. Ἱδρύεται Ταμεῖον διὰ τὴν Προστασίαν τῆς παγκοσμίου ἀξίας πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας, ἀποκαλούμενον «Ταμεῖον Παγκοσμίου Κληρονομίας».

2. Τὸ Ταμεῖον συνίσταται εἰς χρηματικὰς καταθέσεις, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ οἰκονομικοῦ κανονισμοῦ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

3. Οἱ πόροι τοῦ Ταμείου σχηματίζονται ἐκ:

α) τῶν ὑποχρεωτικῶν εἰσφορῶν καὶ τῶν προαιρετικῶν εἰσφορῶν τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως,

β) τῶν καταβολῶν, δωρεῶν ἢ κληροδοσιῶν εἰς τὰς ὁποίας δύνανται νὰ προβοῦν:

ι) ἄλλα Κράτη

ιι) ἡ Ὀργάνωσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, αἱ ἄλλαι Ὀργανώσεις τοῦ συστήματος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συγκεκριμένως τὸ Πρόγραμμα Ἀναπτύξεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἄλλαι διακυβερνητικαὶ ὀργανώσεις,

ιιι) δημόσιοι ἢ ἰδιωτικοὶ ὀργανισμοὶ ἢ ἰδιῶται

γ) τῶν τόκων τῶν ὀφειλομένων ἐπὶ τῶν πόρων τοῦ Ταμείου,

δ) τοῦ προϊόντος τῶν ἐράνων καὶ τῶν εἰσπράξεων τῶν εἰς ὄφελος τοῦ Ταμείου ὀργανουμένων ἐκδηλώσεων,

ε) ἐξ οἱωνδήποτε ἄλλων προσόδων ἐγκεκριμένων ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ τὸν ὁποῖον ἤθελεν ἐπεξεργασθῇ ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας.

4. Αἱ εἰσφοραὶ πρὸς τὸ Ταμεῖον καὶ αἱ λοιπαὶ μορφαὶ συνδρομῆς αἱ παρεχόμεναι πρὸς τὴν Ἐπιτροπὴν δὲν δύνανται νὰ διατεθοῦν εἰμὴ διὰ τοὺς παρ' αὐτῆς καθορισθέντας σκοπούς. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ δεχθῇ εἰσφορὰς μὴ δυναμένας νὰ διατεθοῦν εἰμὴ δι' ὡρισμένον πρόγραμμα ἢ δι' ἰδιαίτερόν τι σχέδιον, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ ἔναρξις ἐφαρμογῆς τοῦ ἐν λόγῳ προγράμματος ἢ ἡ ἐκτέλεσις τοῦ ἐν λόγῳ σχεδίου θὰ ἔχῃ ἀποφασισθῇ ἀπὸ τὴν Ἐπιτροπήν. Αἱ εἰσφοραὶ πρὸς τὸ Ταμεῖον δὲν δύνανται νὰ συνδυάζωνται μὲ οἱονδήποτε πολιτικὸν ὅρον.

Ἄρθρον 16.

1. Ἐπιφυλασσομένης οἱασδήποτε προαιρετικῆς συμπληρωματικῆς εἰσφορᾶς τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναδέχονται τὴν ὑποχρέωσιν νὰ καταβάλλουν τακτικά, ἀνὰ διετίαν, εἰς τὸ Ταμεῖον Παγκοσμίου Κληρονομίας συνδρομήν, τῆς ὁποίας τὸ ποσόν, ὑπολογιζόμενον βάσει ὁμοιομόρφου ποσοστοῦ ἐφαρμοστέου δι' ὅλα τὰ Κράτη, θὰ ἀποφασίζεται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως, συνερχομένων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνόδων τῆς Γενικῆς Διασκέψεως τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Διὰ τὴν ἐν λόγῳ ἀπόφασιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἀπαιτεῖται ἡ πλειοψηφία τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων Κρατῶν Μελῶν τὰ ὁποῖα δὲν ἔχουν προβῆ εἰς τὴν δήλωσιν τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, ἡ ὑποχρεωτικὴ συνδρομὴ τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Συμβάσεως δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ 1% τῆς συνδρομῆς του εἰς τὸν τακτικὸν προϋπολογισμὸν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

2. Ἐν τούτοις, κάθε Κράτος ἀναφερόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 31 ἢ εἰς τὸ ἄρθρον 32 τῆς παρούσης Συμβάσεως, δύναται κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς καταθέσεως τῶν ὀργάνων του κυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, νὰ δηλώσῃ ὅτι δὲν θὰ δεσμεύεται ἀπὸ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Κράτος Μέλος τῆς Συμβάσεως ἔχον προβῆ εἰς τὴν δήλωσιν τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἀποσύρῃ τὴν ρηθεῖσαν δήλωσιν διὰ κοινοποιήσεως πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Ἐν τούτοις, ἡ ἀνάκλησις τῆς δηλώσεως δὲν θὰ ἔχῃ ἐπίδρασιν ἐπὶ τῆς ὑποχρεωτικῆς συνδρομῆς τῆς ὀφειλομένης ὑπὸ τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους εἰμὴ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἑπομένης Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Συμβάσεως.

4. Διὰ νὰ εἶναι ἡ Ἐπιτροπὴ εἰς θέσιν νὰ προγραμματίζῃ τὰς ἐργασίας της κατὰ τρόπον ἀποτελεσματικὸν αἱ συνδρομαὶ τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως τῶν ἐχόντων προβῆ εἰς τὴν δήλωσιν τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, πρέπει νὰ καταβάλλωνται κανονικῶς ἀνὰ διετίαν τοὐλάχιστον καὶ δὲν θὰ ἔπρεπε νὰ εἶναι κατώτεραι τῶν συνδρομῶν τὰς ὁποίας θὰ ὤφειλον νὰ καταβάλλουν ἐὰν εἶχον δεσμευθῇ ἀπὸ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

5. Κάθε Κράτος Μέλος τῆς Συμβάσεως τὸ ὁποῖον καθυστερεῖ τὴν πληρωμὴν τῆς ὑποχρεωτικῆς ἢ προαιρετικῆς συνδρομῆς του ὅσον ἀφορᾷ τὸ τρέχον ἔτος καὶ τὸ ἀμέσως προηγούμενον ἡμερολογιακὸν ἔτος, δὲν εἶναι ἐκλέξιμον εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῆς Παγκοσμίου Κληρονομίας, τῆς διατάξεως ταύτης μὴ ἐχούσης ἐφαρμογὴν κατὰ τὴν πρώτην ἐκλογήν. Ἡ θητεία τοιούτου τινὸς Κράτους, ἤδη μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς, θὰ λήγῃ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐκλογῆς τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 8, παράγραφος 1 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 17.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως μελετοῦν ἢ ἐνθαρρύνουν τὴν ἵδρυσιν ἐθνικῶν, δημοσίων ἢ ἰδιωτικῶν, ἱδρυμάτων ἢ συλλόγων ἐχόντων ὡς σκοπὸν νὰ ἐνθαρρύνουν τὰς δω-

ρεὰς ὑπὲρ τῆς προστασίας τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας τῆς ὁριζομένης εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 18.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως παρέχουν τὴν συνδρομήν των εἰς τὰς διεθνεῖς ἐκστρατείας διεξαγωγῆς ἐράνων τὰς ὀργανουμένας πρὸς ὄφελος τοῦ Ταμείου Παγκοσμίου Κληρονομίας ὑπὸ τὴν προστασίαν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Διευκολύνουν τοὺς ἐράνους τοὺς διεξαγομένους διὰ τοὺς σκοποὺς αὐτοὺς διὰ τῶν ὀργανισμῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ ἄρθρου 15.

V. Ὅροι καὶ τρόποι τῆς Διεθνοῦς Συνδρομῆς.

Ἄρθρον 19.

Κάθε Κράτος Μέλος τῆς παρούσης Συμβάσεως δύναται νὰ ζητήσῃ διεθνῆ συνδρομὴν ὑπὲρ ἀγαθῶν τῆς παγκοσμίου ἀξίας πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας κειμένων εἰς τὸ ἔδαφός του. Εἰς τὴν αἴτησίν του πρέπει νὰ ἐπισυνάπτῃ τὰ πληροφοριακὰ στοιχεῖα καὶ τὰ ἔγγραφα τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 21 τὰ ὁποῖα διαθέτει καὶ τὰ ὁποῖα ἡ Ἐπιτροπὴ χρειάζεται διὰ νὰ λάβῃ τὴν ἀπόφασίν της.

Ἄρθρον 20.

Ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 13, τοῦ ἐδαφίου (γ) τοῦ ἄρθρου 22 καὶ τοῦ ἄρθρου 23, ἡ διεθνὴς συνδρομὴ ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν δύναται νὰ παρασχεθῇ εἰμὴ δι' ἀγαθὰ τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας τὰ ὁποῖα ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας ἀπεφάσισεν ἢ ἀποφασίζει νὰ ἀναγράψῃ εἰς τὸν ἕνα ἐκ τῶν καταλόγων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ ἄρθρου 11.

Ἄρθρον 21.

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας ὁρίζει τὴν διαδικασίαν ἐξετάσεως τῶν αἰτήσεων διεθνοῦς συνδρομῆς, τὴν ὁποίαν καλεῖται νὰ χορηγήσῃ καὶ προσδιορίζει συγκεκριμένως τὰ στοιχεῖα τὰ ὁποῖα πρέπει νὰ ἀναφέρωνται εἰς τὴν αἴτησιν, ἥτις πρέπει νὰ περιγράφῃ τὴν σχεδιαζομένην ἐνέργειαν, τὰς ἀναγκαίας ἐργασίας, τὴν ἐκτίμησιν τοῦ κόστους των, τὸ ἐπεῖγον αὐτῶν καὶ τοὺς λόγους διὰ τοὺς ὁποίους οἱ πόροι τοῦ αἰτοῦντος Κράτους δὲν τοῦ ἐπιτρέπουν νὰ ἀντιμετωπίσῃ τὸ σύνολον τῆς δαπάνης. Αἱ αἰτήσεις πρέπει, ὁσάκις τοῦτο εἶναι ἐφικτόν, νὰ στηρίζωνται ἐπὶ τῆς γνώμης ἐμπειρογνωμόνων.

2. Λόγῳ τῶν ἔργων τὰ ὁποῖα θὰ πρέπει ἴσως νὰ ἀναληφθοῦν ἄνευ χρονοτριβῆς, αἱ αἰτήσεις αἱ ἐπικαλούμεναι φυσικὰς θεομηνίας ἢ καταστροφὰς δέον νὰ ἐξετάζωνται ἐπειγόντως καὶ κατὰ προτεραιότητα ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, τὸ ὁποῖον πρέπει νὰ διαθέτῃ ἀποθεματικὸν κεφάλαιον χρησιμοποιούμενον διὰ παρόμοια ἐνδεχόμενα.

3. Πρὶν ἢ λάβῃ ἀπόφασίν τινα, ἡ Ἐπιτροπὴ προβαίνει εἰς τὰς μελέτας καὶ ζητεῖ τὰς συμβουλὰς τὰς ὁποίας κρίνει ἀναγκαίας.

Ἄρθρον 22.

Ἡ συνδρομὴ τῆς Ἐπιτροπῆς Παγκοσμίου Κληρονομίας δύναται νὰ παρέχεται ὑπὸ τὰς κάτωθι μορφάς.

α) μελέται ἐπὶ τῶν καλλιτεχνικῶν, ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν προβλημάτων, τὰ ὁποῖα ἀνακύπτουν ἐκ τῆς προστασίας, συντηρήσεως, ἀξιοποιήσεως καὶ ἐπανορθώσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας, ὡς αὕτη ὁρίζεται εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ ἄρθρου 11 τῆς παρούσης Συμβάσεως,

β) διάθεσις ἐμπειρογνωμόνων, τεχνικῶν καὶ εἰδήμονος ἐργατικοῦ προσωπικοῦ διὰ τὴν ἐπιτήρησιν τῆς καλῆς ἐκτελέσεως τοῦ ἐγκριθέντος σχεδίου,

γ) ἐξάσκησις προσωπικοῦ καὶ εἰδικῶν παντὸς ἐπιπέδου εἰς τὸν τομέα τοῦ προσδιορισμοῦ, προστασίας, συντηρήσεως, ἀξιοποιήσεως καὶ ἐπανορθώσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας,

δ) προμήθεια τοῦ ἐξοπλισμοῦ τὸν ὁποῖον δὲν διαθέτει ἢ δὲν εἶναι εἰς θέσιν νὰ ἀποκτήσῃ τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος,

ε) δάνεια χαμηλότοκα ἢ ἄτοκα, τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύνατο νὰ ἐξοφληθοῦν μακροπροθέσμως,

στ) παροχὴ εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις καὶ δι' εἰδικοὺς λόγους, μὴ ἐπιστρεπτέων ἐπιχορηγήσεων.

Ἄρθρον 23.

Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας δύναται νὰ παράσχῃ διεθνῆ συνδρομὴν εἰς ἐθνικὰ ἢ περιφερειακὰ κέντρα καταρτίσεως εἰδικῶν παντὸς ἐπιπέδου εἰς τὸ πεδίον τοῦ προσδιορισμοῦ, προστασίας, συντηρήσεως, ἀξιοποιήσεως καὶ τῆς ἐπανορθώσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας.

Ἄρθρον 24.

Λίαν σημαντικὴ διεθνὴς συνδρομὴ δὲν δύναται νὰ παρασχεθῇ εἰμὴ κατόπιν λεπτομεροῦς ἐπιστημονικῆς, οἰκονομικῆς καὶ τεχνικῆς μελέτης. Ἡ μελέτη αὐτὴ πρέπει νὰ ἐπικαλῆται τὰς πλέον προηγμένας τεχνικὰς μεθόδους προστασίας, συντηρήσεως, ἀξιοποιήσεως καὶ ἐπανορθώσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας καὶ νὰ ἀνταποκρίνεται πρὸς τοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἡ μελέτη πρέπει ὡσαύτως νὰ ἀναζητῇ τὰ μέσα ὀρθολογικῆς χρησιμοποιήσεως τῶν διαθεσίμων πόρων ἐντὸς τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους.

Ἄρθρον 25.

Ἡ χρηματοδότησις τῶν ἀναγκαιούντων ἔργων δὲν πρέπει, κατ' ἀρχὴν νὰ ἐπιβαρύνῃ εἰμὴ μερικῶς τὴν διεθνῆ κοινότητα. Ἡ συμμετοχὴ τοῦ ἐπωφελουμένου τῆς διεθνοῦς συνδρομῆς Κράτους πρέπει νὰ ἀποτελῇ οὐσιαστικὸν μέρος τῶν εἰσφερομένων ποσῶν δι' ἕκαστον πρόγραμμα ἢ σχέδιον, ἐκτὸς ἐὰν οἱ πόροι του δὲν τοῦ τὸ ἐπιτρέπουν.

Ἄρθρον 26.

Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας καὶ τὸ δικαιοῦχον Κράτος καθορίζουν εἰς τὴν συμφωνίαν τὴν ὁποίαν συνάπτουν τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους θὰ ἐκτελεσθῇ πρόγραμμά τι ἢ σχέδιον διὰ τὸ ὁποῖον χορηγεῖται διεθνὴς συνδρομὴ δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως. Τὸ Κράτος τὸ ὁποῖον λαμβάνει τὴν ἐν λόγῳ διεθνῆ συνδρομὴν ὀφείλει νὰ ἐξακολουθήσῃ νὰ προστατεύῃ, συντηρῇ καὶ ἀξιοποιῇ τὰ οὕτω διαφυλαχθέντα ἀγαθά, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν τῇ συμφωνίᾳ ὁριζομένους ὅρους.

Ἄρθρον 27.

VI. Μορφωτικὰ Προγράμματα.

1. Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως προσπαθοῦν δι' ὅλων τῶν καταλλήλων μέσων, συγκεκριμένως διὰ προγραμμάτων μορφώσεως καὶ πληροφορήσεως, νὰ ἐνισχύσουν τὸν σεβασμὸν καὶ τὴν προσήλωσιν τῶν λαῶν των πρὸς τὴν πολιτιστικὴν καὶ φυσικὴν κληρονομίαν τὴν ὁριζομένην εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2 τῆς Συμβάσεως.

2. Ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ πληροφοροῦν εὐρέως τὸ κοινὸν περὶ τῶν κινδύνων οἱ ὁποῖοι ἐπικρέμανται ἐπὶ τῆς ἐν λόγῳ κληρονομίας καὶ τῶν δραστηριοτήτων αἱ ὁποῖαι ἔχουν ἀναληφθῇ κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 28.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ δεχόμενα διεθνῆ συνδρομὴν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ καταστήσουν γνωστὴν τὴν σημασίαν τῶν ἀγαθῶν τὰ ὁποῖα ὑπῆρξαν τὸ ἀντικείμενον τῆς συνδρομῆς αὐτῆς καὶ τὸν ρόλον τὸν ὁποῖον ἡ τελευταία αὐτὴ διεδραμάτισεν.

VII. Ἐκθέσεις.

Ἄρθρον 29.

1. Τὰ Κράτη Μέλη εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἀναφέρουν εἰς τὰς ἐκθέσεις τὰς ὁποίας θὰ ὑποβάλλουν εἰς τὴν Γενικὴν Διάσκεψιν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν κατὰ τὰς ἡμερομηνίας καὶ ὑπὸ τὸν τύπον τὸν ὁποῖον αὕτη ἤθελε καθορίσει, τὰς νομοθετικὰς καὶ κανονιστικὰς δια-

τάξεις καὶ τὰ λοιπὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔχουν υἱοθετήσει διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως, καθὼς καὶ τὴν ἐμπειρίαν τὴν ὁποίαν θὰ ἔχουν ἀποκτήσει εἰς τὸν τομέα αὐτόν.

2. Τῶν ἐν λόγῳ ἐκθέσεων θὰ λαμβάνῃ γνῶσιν ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας.

3. Ἡ Ἐπιτροπὴ ὑποβάλλει ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν δραστηριοτήτων της εἰς ἑκάστην τῶν τακτικῶν συνόδων τῆς Γενικῆς Διασκέψεως τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

VIII. Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 30.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις εἶναι διατυπωμένη εἰς τὴν ἀραβικήν, ἀγγλικήν, γαλλικήν, ρωσικὴν καὶ ἱσπανικὴν γλῶσσαν, τῶν πέντε κειμένων ἰσχυόντων ἐξ ἴσου.

Ἄρθρον 31.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ὑποβληθῇ πρὸς ἐπικύρωσιν ἢ ἀποδοχὴν ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, συμφώνως πρὸς τὰς σχετικὰς συνταγματικάς των διαδικασίας.

2. Τὰ ἔγγραφα ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θὰ κατατίθενται παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἄρθρον 32.

1. Εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν δύναται νὰ προσχωρήσῃ πᾶν Κράτος μὴ μέλος τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, καλούμενον νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Διασκέψεως τῆς Ὀργανώσεως.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ γίνῃ διὰ τῆς καταθέσεως ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἄρθρον 33.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ εἰκοστοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως ἀλλὰ μόνον ἔναντι τῶν Κρατῶν τὰ ὁποῖα θὰ ἔχουν καταθέσει τὰ ἀντίστοιχα ὄργανά των ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως κατὰ τὴν ἐν λόγῳ ἡμερομηνίαν ἢ προγενεστέρως. Δι' ἕκαστον ἄλλο Κράτος ἡ ἰσχύς της θὰ ἄρχεται τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου του ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 34.

Αἱ κατωτέρω διατάξεις ἔχουν ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως τῶν ἐχόντων συνταγματικὸν σύστημα ὁμοσπονδιακὸν ἢ μὴ ἑνιαῖον,

α) ὅσον ἀφορᾷ τὰς διατάξεις τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ὁποίων ὑπάγεται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῆς ὁμοσπονδιακῆς ἢ κεντρικῆς νομοθετικῆς ἐξουσίας, αἱ ὑποχρεώσεις τῆς ὁμοσπονδιακῆς ἢ κεντρικῆς κυβερνήσεως θὰ εἶναι αἱ αὐταὶ μὲ τὰς τῶν Κρατῶν Μελῶν τὰ ὁποῖα δὲν εἶναι ὁμοσπονδιακὰ Κράτη,

β) ὅσον ἀφορᾷ τὰς διατάξεις τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ὁποίων ὑπάγεται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν ἑνὸς ἑκάστου τῶν Κρατῶν τῶν συνιστωμένων ἐκ χωρῶν, ἐπαρχιῶν ἢ καντονίων, τὰ ὁποῖα δυνάμει τοῦ συνταγματικοῦ συστήματος τῆς ὁμοσπονδίας δὲν ὑποχρεοῦνται νὰ λάβουν νομοθετικὰ μέτρα, ἡ ὁμοσπονδιακὴ κυβέρνησις θὰ φέρῃ τὰς ρηθείσας διατάξεις ὁμοῦ μετὰ τῆς εὐνοϊκῆς γνώμης της, εἰς γνῶσιν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Κρατῶν, χωρῶν, ἐπαρχιῶν ἢ καντονίων.

Ἄρθρον 35.

1. Ἕκαστον Κράτος Μέλος τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ἔχῃ τὴν εὐχέρειαν νὰ καταγγείλῃ τὴν Σύμβασιν.

2. Ἡ καταγγελία θὰ κοινοποιῆται δι' ἐγγράφου κατατιθεμένου παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

3. Ἡ καταγγελία θὰ καθίσταται ἐνεργὸς 12 μῆνας μετὰ τὴν λῆψιν τοῦ ἐγγράφου καταγγελίας. Αὕτη κατ' οὐδὲν θὰ τροποποιῇ τὰς οἰκονομικὰς ὑποχρεώσεις τοῦ καταγγέλοντος Κράτους μέχρι τῆς ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποίαν θὰ ἰσχύσῃ ἡ ἀποχώρησις.

Ἄρθρον 36.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν θὰ πληροφορῇ τὰ Κράτη Μέλη, τὰ Κράτη μὴ Μέλη τῆς Ὀργανώσεως τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 32, καθὼς καὶ τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, περὶ τῆς καταθέσεως ὅλων τῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰ ἄρθρα 31 καὶ 32, ὡς καὶ περὶ τῶν καταγγελιῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 35.

Ἄρθρον 37.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ δύναται νὰ ἀναθεωρηθῇ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Διασκέψεως τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Ἐν τούτοις, ἡ ἀναθεώρησις αὐτὴ θὰ δεσμεύῃ μόνον τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα θὰ προσχωρήσουν εἰς τὴν ἀναθεωρημένην Σύμβασιν.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Γενικὴ Διάσκεψις ἤθελεν υἱοθετήσει νέαν Σύμβασιν ἀναθεωροῦσαν ὁλικῶς ἢ μερικῶς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, τότε, ἐκτὸς ἐὰν ἡ νέα Σύμβασις ἤθελεν ἄλλως προβλέψει, ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἔπαυε νὰ εἶναι δεκτικὴ ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς νέας ἀναθεωρημένης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 38.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει καταχωρηθῇ εἰς τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῇ αἰτήσει τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἄρθρον 39.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις, σήμερον τὴν εἰκοστὴν τρίτην ἡμέραν τοῦ Νοεμβρίου 1972, εἰς δύο αὐθεντικὰ ἀντίτυπα φέροντα τὴν ὑπογραφὴν τοῦ Προέδρου τῆς Γενικῆς Διασκέψεως, συνελθούσης εἰς τὴν δεκάτην ἑβδόμην σύνοδόν της, καὶ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, τὰ ὁποῖα θὰ κατατεθοῦν εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν καὶ τῶν ὁποίων θεωρημένα ἀκριβῆ ἀντίγραφα θὰ παραδοθοῦν εἰς ὅλα τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 31 καὶ 32 καθὼς καὶ εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου, ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ	**ΑΝΔΡΕΑΣ ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1127

Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς Λονδῖνον τὴν 6ην Μαΐου 1969 ὑπογραφείσης Εὐρωπαϊκῆς Συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῆς Ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Λονδῖνον τὴν 6ην Μαΐου 1969 ὑπογραφεῖσα Εὐρωπαϊκὴ Σύμβασις διὰ τὴν προστασίαν τῆς Ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικήν, ἔχει ὡς ἀκολούθως:

Convention - Européene pour la Protection du Patrimoine Archéologique.

Les Etats membres du Conseil de l' Europe, signataires, de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l' Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres afin notamment de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur partimoine commun;

Vu la Convention culturelle européenne signée à Paris le 19 décembre 1954 et notamment son article 5;

Affimant que le patrimoine archéologique est un élément essentiel pour la connaissance du passé des civilisations;

Reconnaissant que la responsabilité morale de la protection du patrimoine archéologique européen, source de l' histoire européenne la plus ancienne, gravement menacé de destruction tout en concernant au premier chef l' Etat intéressé, incombe à l' ensemble des Etats européens;

Considérant que le point de départ de cette protection devrait être l' application des méthodes scientifiques les plus rigoureuses aux recherches ou découvertes archéologiques en vue de préserver leur pleine signification historique et que toute fouille clandestine en tant que cause de destruction irrémédiable d' informations scientifiques doit être en conséquence rendue impossible;

Considérant que la garantie scientifique ainsi donnée aux biens archéologiques :

(a) répondrait aux intérêts des collections notamment publiques, et

(b) contribuerait à un nécessaire assainissement du marché des objets provenant des fouilles;

Considérant qu' il y a lieu d' interdire les fouilles clandestines et d' instituer un contrôle de caractère scientifique des biens archéologiques ainsi que d' oeuvrer par voie éducative à donner aux fouilles archéologiques toute leur signification scientifique,

Sont convenus ce qui suit :

Article 1

Aux fins de la présente Convention, sont considérées biens archéologiques les vestiges, et les objets ou toutes autres traces de manifestations humaines, constituant un témoignage d' époques et de civilisations dont la principale ou une des principales sources d' information scientifique est assurée par des fouilles ou par des découvertes.

Article 2

Afin d' assurer la protection des gisements et ensembles recélant des biens archéologiques, chaque Partie Contractante s'engage à prendre, dans la mesure du possible, les dispositions nécessaires en vue de :

(a) délimiter et protéger les sites ensembles d' intérêt archéologique:

(b) constituer des zones de réserve pour la conservation de témoignages matériels à fouiller par des générations futures d' archéologues.

Article 3

Pour garder aux fouilles archéologiques dans les sites, ensembles et zones désignés conformément à l' article 2 de la présente Convention toute leur signification scientifique, chaque Partie Contractante s' engage, dans la mesure du possible, à :

(a) interdire et réprimer les fouilles clandestines;

(b) prendre toutes mesures utiles afin que l' exécution de fouilles archéologiques ne soit confiée qu' à des personnes qualifiées et aprés autorisation spéciale;

(c) assurer le contrôle et la conservation des résultats obtenus.

Article 4

1. Chaque Partie Contractante s' engage, pour faciliter l' étude et la diffusion de la connaissance des découvertes de biens archéologiques, à adopter toutes dispositions pratiques possibles en vue de la publication scientifique des résultats des fouilles et des découvertes, laquelle doit être rapide et intégrale.

2. En outre, chaque Partie Contractanre étudiera les moyens de :

(a) recenser les biens archéologiques nationaux publics et, si possible, privés;

(b) réaliser un catalogue scientifique des biens archéologiques nationaux publics et, si possible. privés.

Article 5

Eu égard aux objectifs scientifiques, culturels et éducatifs de la présente Convention, chaque Partie Contractante s' engage à :

(a) faciliter la circulation des biens archéologiques pour des buts scientifiques, culturels et éducatifs;

(b) favoriser les échanges d' information sur

(i) les biens archéologiques

(ii) les fouilles licites et illicites

entre institutions scientifiques, musées et services nationaux compétents;

(c) mettre tout en oeuvre pour porter à la connaissance des instances compétentes de l'Etat d'origine, Partie Contractante à cette Convention, toute offre suspecte de provenance de fouiles clandestines ou de détournement de fouilles officielles et toutes précisions nécessaires à son sujet,

(d) entreprendre une action éducative en vue d' éveiller et de développer auprès de l'opinion publique une conscience de la valeur des biens archéologiques pour la connaissance du passé des civilisations et du péril que représentent pour ce patrimoine les fouilles incontrôlées.

Article 6

1. Chaque Partie Contractante s'engage à prendre, suivant les besoins, les mesures de collaboration les plus opportunes, afin que la circulation internationale des biens archéologiques ne porte atteinte en aucune manière à l'action de protection des éléments culturels et scientifiques liés à ces biens.

2. Chaque Partie Contractante s' engage, plus spécialement :

(a) en ce qui concerne les musées et les autres institutions similaires dont la politique d'achats est soumise au contrôle de l'Etat, à prendre les mesures nécessaires afin que ceux-ci n'acquièrent pas des biens archéologigues suspects, pour un motif précis, de provenir de fouilles clandestines ou de détournement de fouiles officielles;

(b) pour les musées et autres institutions similaires, situés sur le territoire d'une Partie Contractante mais dont la politique d'achats n'est pas soumise au contrôle de l'Etat :

(i) à leur transmettre le texte de la présente Convention, et

(ii) n'épargner aucun effort pour obtenir l'adhésion desdit musées et institutions aux principes exprimés au paragraphe précédent;

(c) à restreindre, autant que possible, par une action d'éducation, d'information, de vigilance et de coopération, le mouvement des biens archéologiques suspects, pour un motif précis, de provenir de fouilles clandestines ou de détournement de fouilles officielles.

Article 7

En vue d'assurer l'application du principe de coopération pour la protection du partimoine archéologique qui est à la base de la présente Convention, chaque Partie Contractante, dans le cadre des engagements pris aux termes de la présente Convention, s' engage à prendre en considération tout problème portant sur des données d'identification et d'authentification soulevé par une autre Partie Contractante et a coopérer activement dans les limites de sa législation nationale.

Article 8

Les mesures prévues par la présente Convention ne peuvent pas constituer une limitation au commerce et à la propriété licites des objets archéologiques, ni affecter je régime juridique relatif à la transmission de ces objets.

Article 9

Chaque Partie Contractante notifiera en temps voulu au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les mesures qu'elle aura pu prendre touchant l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 10

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 11

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention :

(a) tout Etat non membre du Conseil de l' Europe qui est Partie Contractante à la Convention culturelle européenne, signée à Paris le 19 décembre 1954, pourra adhérer à la présente Convention;

(b) le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout autre Etat non membre à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 12

1. Tout Etat signataire, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou tout Etat adhérent, au moment du dépôt de son instrument d'adhésion, peut désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat signataire, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou à tout autre moment par la suite, ainsi que tout Etat adhérent, au mement du dépôt de son instrument d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, peut étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 13 de la présente Convention.

Article 13

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 14

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

a) toute signature;

b) le dépôt de tout instrument de ratification, d' acceptation ou d'adhésion;

c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 10;

d) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12;

e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 13 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, le 6 mai 1969, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe .Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΝ ΤΗΣ ΑΡΧΑΙΟΛΟΓΙΚΗΣ ΚΛΗΡΟΝΟΜΙΑΣ

(Υἱοθετηθεῖσα ἐν Λονδίνῳ 6 Μαΐου 1969)

Τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ὡς ὑπογράφονται, θεωροῦντα ὅτι ὁ σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ ἐπίτευξις μεγαλυτέρας ἑνότητος μεταξὺ τῶν Μελῶν του διὰ τὸν σκοπόν, ἰδιαιτέρως, τῆς προφυλάξεως καὶ πραγματοποιήσεως τῶν ἰδανικῶν καὶ τῶν ἀρχῶν αἱ ὁποῖαι εἶναι ἡ κοινή των Κληρονομία·

Σεβόμενα τὴν Εὐρωπαϊκὴν Πολιτιστικὴν Σύμβασιν, ὑπογραφεῖσαν ἐν Παρισίοις τὴν 19ην Δεκεμβρίου 1954 καὶ μεταξὺ ἄλλων τὸ ἄρθρον 5 αὐτῆς τῆς Συμβάσεως·

Πιστοποιοῦντα ὅτι ἡ Ἀρχαιολογικὴ Κληρονομία εἶναι οὐσιώδης διὰ τὴν γνῶσιν τῆς ἱστορίας τῶν πολιτισμῶν·

Ἀναγνωρίζοντα ὅτι ἐφ' ὅσον ἡ ἠθικὴ εὐθύνη διὰ τὴν προστασίαν τῆς Εὐρωπαϊκῆς ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας, τῆς ἀρχαιοτέρας πηγῆς τῆς Εὐρωπαϊκῆς ἱστορίας ἡ ὁποία ἀπειλεῖται σοβαρῶς μὲ καταστροφήν, ἀνήκει κατ' ἀρχὴν εἰς τὸ ἀμέσως ἐνδιαφερόμενον Κράτος, ἐνδιαφέρει ἐπίσης ἀπὸ κοινοῦ τὰ Εὐρωπαϊκὰ Κράτη·

Θεωροῦντα ὅτι τὸ πρῶτον βῆμα διὰ τὴν προστασίαν αὐτῆς τῆς Κληρονομίας πρέπει νὰ εἶναι ἡ ἐφαρμογὴ τῶν πλέον αὐστηρῶν ἐπιστημονικῶν μεθόδων εἰς τὴν ἀρχαιολογικὴν ἔρευναν ἢ τὰς ἀνακαλύψεις, μὲ σκοπὸν τὴν διατήρησιν τῆς πλήρους ἱστορικῆς των σημασίας καὶ τὴν προφύλαξιν ἀπὸ ὁριστικὴν ἀπώλειαν ἐπιστημονικῶν πληροφοριῶν, ἡ ὁποία δυνατὸν νὰ προέλθη ἀπὸ παρανόμους ἀνασκαφάς·

Θεωροῦντα ὅτι ἡ ἐπιστημονικὴ προστασία τοιουτοτρόπως ἐγγυωμένη γιὰ τὰ ἀρχαιολογικὰ ἀντικείμενα:

α) θὰ ἐνδιεφέρετο, ἰδιαιτέρως, διὰ τὰς δημοσίας συλλογὰς καὶ

β) θὰ προήγαγε μίαν ἀναγκαιοτάτην ἀναμόρφωσιν τῆς ἀγορᾶς τῶν ἀρχαιολογικῶν εὑρημάτων·

Θεωροῦντα ὅτι εἶναι ἀπαραίτητον νὰ ἀπαγορεύσουν τὰς παρανόμους ἀνασκαφὰς καὶ νὰ καθιερώσουν ἕνα ἐπιστημονικὸν ἔλεγχον τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων καθὼς καὶ νὰ ἐπιδιώξουν μέσῳ τῆς ἐκπαιδεύσεως νὰ δώσουν εἰς τὰς ἀρχαιολογικὰς ἀνασκαφὰς τὴν πλήρη ἐπιστημονικήν των σημασίαν,

Συμφωνοῦν ὡς ἀκολούθως:

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς αὐτῆς τῆς συμβάσεως ὅλα τὰ εὑρήματα καὶ ἀντικείμενα ἢ κάθε ἄλλον ἴχνος ἀνθρωπίνης ὑπάρξεως, τὸ ὁποῖον μαρτυρεῖ δι' ἐποχὰς καὶ πολιτισμούς, διὰ τοὺς ὁποίους ἀνασκαφαὶ ἢ ἀνακαλύψεις εἶναι ἡ κυρία πηγὴ ἢ μία ἀπὸ τὰς κυρίας πηγὰς τῆς ἐπιστημονικῆς πληροφορήσεως, θὰ θεωροῦνται ὡς ἀρχαιολογικὰ ἀντικείμενα.

Ἄρθρον 2.

Μὲ σκοπὸν τὴν διασφάλισιν τῆς προστασίας τῶν μὴ ἀνακαλυφθέντων εἰσέτι ἀντικειμένων καὶ περιοχῶν ὅπου κεῖνται κρυμμένα ἀρχαιολογικὰ ἀντικείμενα, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει νὰ λάβη τοιαῦτα μέτρα, καθ' ὅσον εἶναι τοῦτο δυνατόν, ὥστε:

α) νὰ περιορίση καὶ νὰ προστατεύση θέσεις καὶ περιοχὰς ἀρχαιολογικοῦ ἐνδιαφέροντος·

β) νὰ δημιουργήση ἐφεδρικὰς ζώνας διὰ τὴν διατήρησιν τῆς ὑλικῆς μαρτυρίας, ἡ ὁποία θὰ ἀποτελέση ἀντικείμενον ἐρεύνης ὑπὸ μεταγενεστέρων γενεῶν ἀρχαιολόγων.

Ἄρθρον 3.

Διὰ νὰ προσδώση καθαρῶς ἐπιστημονικὸν χαρακτῆρα εἰς τὰς ἀρχαιολογικὰς ἀνασκαφάς, αἱ ὁποῖαι ἐνεργοῦνται εἰς θέσεις, περιοχὰς καὶ ζώνας ὁριζομένας εἰς τὸ ἄρθρον 2 τῆς παρούσης συμβάσεως, κάθε συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει ὅσον τὸ δυνατὸν νά:

α) ἀπαγορεύη καὶ ἀποφεύγη τὰς παρανόμους ἀνασκαφάς·

β) λαμβάνη τὰ ἀπαραίτητα μέτρα διὰ νὰ ἐξασφαλίζη ὅτι αἱ ἀνασκαφαὶ ἀνατίθενται κατόπιν εἰδικῆς ἐξουσιοδοτήσεως μόνον εἰς πρόσωπα ἔχοντα τὰ κατάλληλα προσόντα·

γ) ἐξασφαλίζη τὸν ἔλεγχον καὶ διατήρησιν τῶν προκυπτόντων ἀποτελεσμάτων.

Ἄρθρον 4.

1. Ἕκαστον συμβαλλόμενον μέλος ἀναλαμβάνει, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς μελέτης καὶ διαδόσεως τῶν πληροφοριῶν ἐπὶ τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀνακαλύψεων, νὰ λαμβάνη ὅλα τὰ πρακτικῶς ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ἐξασφαλίζη τὴν ταχυτέραν καὶ πληρεστέραν διάδοσιν τῶν πληροφοριῶν δι' ἐπιστημονικῶν ἐκδόσεων σχετικῶς πρὸς τὰς ἀνασκαφὰς καὶ ἀνακαλύψεις.

2. Ἐπὶ πλέον, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος θὰ μελετήση τρόπους καὶ μέσα διὰ νά:

α) δημιουργήση μίαν Κρατικὴν Ὑπηρεσίαν ἀνευρέσεως τῶν εἰς χεῖρας τοῦ δημοσίου, ὅπου δὲ εἶναι δυνατὸν καὶ τῶν εἰς χεῖρας ἰδιωτῶν, ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων·

β) προετοιμάση ἕνα ἐπιστημονικὸν κατάλογον τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων εἰς χεῖρας τοῦ δημοσίου καὶ ὅπου εἶναι δυνατὸν καὶ τῶν εἰς χεῖρας ἰδιωτῶν.

Ἄρθρον 5.

Ἔχον ὑπόψιν τοὺς ἐπιστημονικούς, πολιτιστικοὺς καὶ ἐκπαιδευτικοὺς σκοποὺς αὐτῆς τῆς συμβάσεως, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει νά:

α) διευκολύνη τὴν διάθεσιν τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων διὰ ἐπιστημονικούς, πολιτιστικοὺς καὶ ἐκπαιδευτικοὺς σκοπούς·

β) ἐνθαρρύνη ἀνταλλαγὰς πληροφοριῶν ἐπί:

I) ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων,

II) νομίμων καὶ παρανόμων ἀνασκαφῶν μεταξὺ ἐπιστημονικῶν ἱδρυμάτων, μουσείων καὶ ἁρμοδίων κρατικῶν ὑπηρεσιῶν·

γ) πράξη πᾶν ὅ,τι δύναται διὰ νὰ ἐξασφαλίση ὅπως αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν Κρατῶν προελεύσεως, Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἐνημεροῦνται (μεθ' ὅλων τῶν ἀπαραιτήτων λεπτομερειῶν) διὰ κάθε προσφορὰν διὰ τὴν ὁποίαν ὑπάρχουν ὑποψίαι ὅτι προέρχεται εἴτε ἐκ παρανόμων ἀνασκαφῶν εἴτε παρανόμως ἐξ ἐπισήμων ἀνασκαφῶν·

δ) ἐπιδιώξη δι' ἐκπαιδευτικῶν μέσων νὰ δημιουργήση καὶ ἀναπτύξη εἰς τὴν κοινὴν γνώμην τὴν ἀντίληψιν τῆς ἀξίας τῶν ἀρχαιολογικῶν εὑρημάτων διὰ τὴν γνῶσιν τῆς ἱστορίας τοῦ πολιτισμοῦ καὶ τὴν ἀπειλὴν ἐκ τῶν ἀνεξελέγκτων ἀνασκαφῶν διὰ τὴν κληρονομίαν ταύτην.

Ἄρθρον 6.

1. Ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει νὰ συνεργάζεται κατὰ τὸν πλέον κατάλληλον τρόπον οὕτως ὥστε νὰ ἐξασφαλίζη ὅτι ἡ διακίνησις διεθνῶς τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων κατ' οὐδένα τρόπον θὰ βλάψη τὴν προστασίαν τοῦ πολιτιστικοῦ καὶ ἐπιστημονικοῦ ἐνδιαφέροντος δι' αὐτὰ τὰ ἀντικείμενα.

2. Ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει εἰδικώτερον:

α) ὅσον ἀφορᾷ τὰ μουσεῖα καὶ ἄλλα παρόμοια ἱδρύματα, τῶν ὁποίων ὁ τρόπος ἀποκτήσεως (ΣΜ. ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων) εἶναι ὑπὸ Κρατικὸν ἔλεγχον, νὰ λαμβάνη τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἀποφυγὴν προσκτήσεως ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων ὑπόπτων, διὰ κάποιον εἰδικὸν λόγον, διότι ἔχουν προέλθει ἐκ παρανόμων ἀνασκαφῶν ἢ παρανόμως ἐκ νομίμων ἀνασκαφῶν·

β) ὅσον ἀφορᾷ τὰ μουσεῖα καὶ ἄλλα παρόμοια ἱδρύματα, τὰ ἐγκατεστημένα εἰς τὴν περιοχὴν ἑνὸς συμβαλλομένου μέρους ἀλλὰ ἀπολαμβάνοντα ἐλευθερίας ἀπὸ τὸν Κρατικὸν ἔλεγχον εἰς τὸ σύστημα αὐτῶν ἀποκτήσεως (ΣΜ. ἀντικειμένων):

I) νὰ διαβιβάζουν τὸ κείμενον αὐτῆς τῆς συμβάσεως·

II) νὰ μὴ φεισθῶσιν προσπαθειῶν διὰ νὰ ἐπιτύχουν ὅπως τὰ εἰρημένα μουσεῖα καὶ Ἰνστιτοῦτα ὑποστηρίζουν τὰς ἀρχὰς αἱ ὁποῖαι ἐξετέθησαν εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον·

III) νὰ περιορίσουν, ὅσον τὸ δυνατόν, δι' ἐκπαιδεύσεως, πληροφορήσεως, ἐπαγρυπνήσεως καὶ συνεργασίας, τὴν διακίνησιν τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων, τῶν ὑπόπτων, διὰ κάποιον συγκεκριμένον λόγον εἴτε διότι ἔχουν προέλθει ἐκ παρανόμων ἀνασκαφῶν εἴτε παρανόμως ἐκ νομίμων ἀνασκαφῶν.

Ἄρθρον 7.

Διὰ νὰ ἐξασφαλίση τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ἀρχῆς τῆς συνεργασίας εἰς τὴν προστασίαν τῆς ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας, ἡ ὁποία εἶναι ἡ βάσις αὐτῆς τῆς συμβάσεως, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ὑποχρεώσεων τὰς ὁποίας ἀπεδέχθη διὰ τῶν ὅρων τῆς παρούσης συμβάσεως, νὰ διερευνᾷ κάθε ἐρώτημα περὶ τῆς ταυτότητος ἢ αὐθεντικότητος τιθέμενον ὑπὸ οἱουδήποτε ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους καὶ νὰ συνεργάζεται δραστηρίως κατὰ τὴν ἐπιτρεπομένην ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς του νομοθεσίας ἔκτασιν.

Ἄρθρον 8.

Τὰ εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν προβλεπόμενα μέτρα δὲν δύνανται νὰ περιορίσουν τὴν νόμιμον ἐμπορείαν ἢ κτῆσιν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων οὔτε νὰ προσβάλουν τοὺς νομικοὺς κανόνας οἱ ὁποῖοι διέπουν τὴν μεταφοράν των.

Ἄρθρον 9.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος θὰ ἐνημερώση τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ περὶ τῶν μέτρων τὰ ὁποῖα πιθανὸν νὰ ἔχει λάβη κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 10.

1. Ἡ σύμβασις αὕτη θὰ εἶναι ἀνοικτὴ δι' ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Αὕτη θὰ ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν ἢ ἀποδοχήν. Ἔγγραφα ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θὰ κατατίθενται παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ τρίτου ἐγγράφου τῆς ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς.

3. Ὅσον ἀφορᾶ εἰς ὑπογράφον Κράτος τὸ ὁποῖον ἐπικυρώνει ἢ ἀποδέχεται μεταγενεστέρως, ἡ σύμβασις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς του.

Ἄρθρον 11.

1. Μετὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τῆς συμβάσεως ταύτης:

α) οἱοδήποτε Κράτος μὴ—Μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, τὸ ὁποῖον εἶναι συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὴν Εὐρωπαϊκὴν Πολιτιστικὴν Σύμβασιν τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Παρισίοις τὴν 19ην Δεκεμβρίου 1954, δύναται νὰ προσχωρήση εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν.

β) Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξ Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δύναται νὰ καλέση ἕκαστον μὴ Μέλος Κράτος νὰ προσχωρήση εἰς αὐτήν.

2. Τοιαύτη προσχώρησις θὰ πραγματοποιῆται διὰ καταθέσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ἑνὸς ἐγγράφου προσχωρήσεως, ἡ ὁποία θὰ ἰσχύη τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεώς του.

Ἄρθρον 12.

1. Ἕκαστον ὑπογράφον Κράτος, κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς ἢ καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς ἢ ἕκαστον προσχωροῦν Κράτος, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἐγγράφου προσχωρήσεώς του, θὰ διευκρινίζη τὴν περιοχὴν ἢ περιοχάς, εἰς τὰς ὁποίας θὰ ἔχη ἐφαρμογὴν ἡ παροῦσα σύμβασις.

2. Ἕκαστον ὑπογράφον Κράτος, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἐγγράφου τῆς ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς του ἢ εἰς οἱανδήποτε μετέπειτα ἡμερομηνίαν ἢ ἕκαστον προσχωροῦν Κράτος, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἐγγράφου προσχωρήσεώς του ἢ εἰς οἱανδήποτε μετέπειτα ἡμερομηνίαν, διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, δύναται νὰ ἐπεκτείνη τὴν παροῦσαν σύμβασιν καὶ εἰς οἱανδήποτε ἄλλην περιοχὴν ἢ περιοχὰς διευκρινιζομένας εἰς τὴν δήλωσιν καὶ διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τῆς ὁποίας εἶναι ὑπεύθυνον ἢ διὰ λογαριασμὸν τῆς ὁποίας εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ ἀναλαμβάνη εὐθύνας.

3. Οἱαδήποτε δήλωσις γενομένη κατ' ἀκολουθίαν τῆς προηγουμένης παραγράφου δύναται, ὅσον ἀφορᾶ εἰς οἱανδήποτε περιοχὴν ἀναφερομένην εἰς τοιαύτην δήλωσιν, νὰ ἀποσυρθῆ συμφώνως πρὸς τὴν διαδικασίαν τοῦ ἄρθρου 13 τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 13.

1. Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ εὑρίσκεται ἐν ἰσχύϊ ἐπ' ἄπειρον.

2. Οἱοδήποτε συμβαλλόμενον μέρος δύναται, ἐφ' ὅσον ἐνδιαφέρεται, νὰ ἀποκηρύξη τὴν παροῦσαν σύμβασιν διὰ εἰδοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Τοιαύτη ἀποκήρυξις θὰ ἐνεργοποιῆται ἕξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν παραλαβῆς της ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 14.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ εἰδοποιῆ τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου καὶ οἱοδήποτε Κράτος τὸ ὁποῖον ἔχει προσχωρήσει εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν διά:

α) οἱανδήποτε ὑπογραφήν·

β) οἱανδήποτε κατάθεσιν ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως·

γ) οἱανδήποτε ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως κατ' ἀκολουθίαν τοῦ ἄρθρου 10 αὐτῆς·

δ) οἱανδήποτε δήλωσιν ληφθησομένην συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου 12·

ε) οἱανδήποτε εἰδοποίησιν ληφθησομένην συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 13 καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἰσχύος τῆς ἀποκηρύξεως.

Εἰς μαρτυρίαν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογραφόμενοι, ὄντες νομίμως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν σύμβασιν.

Γενομένη ἐν Λονδίνῳ τὴν 6ην Μαΐου 1969, εἰς τὴν Ἀγγλικὴν καὶ Γαλλικὴν καὶ τῶν δύο κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου ἐγκύρων, εἰς ἑνιαῖον σῶμα, τὸ ὁποῖον θὰ παραμείνη κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ ἀποστείλη βεβαιωμένα ἀντίγραφα εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραφόντων καὶ προσχωρούντων Κρατῶν.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ**

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ — **ΑΝΔΡΕΑΣ ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ